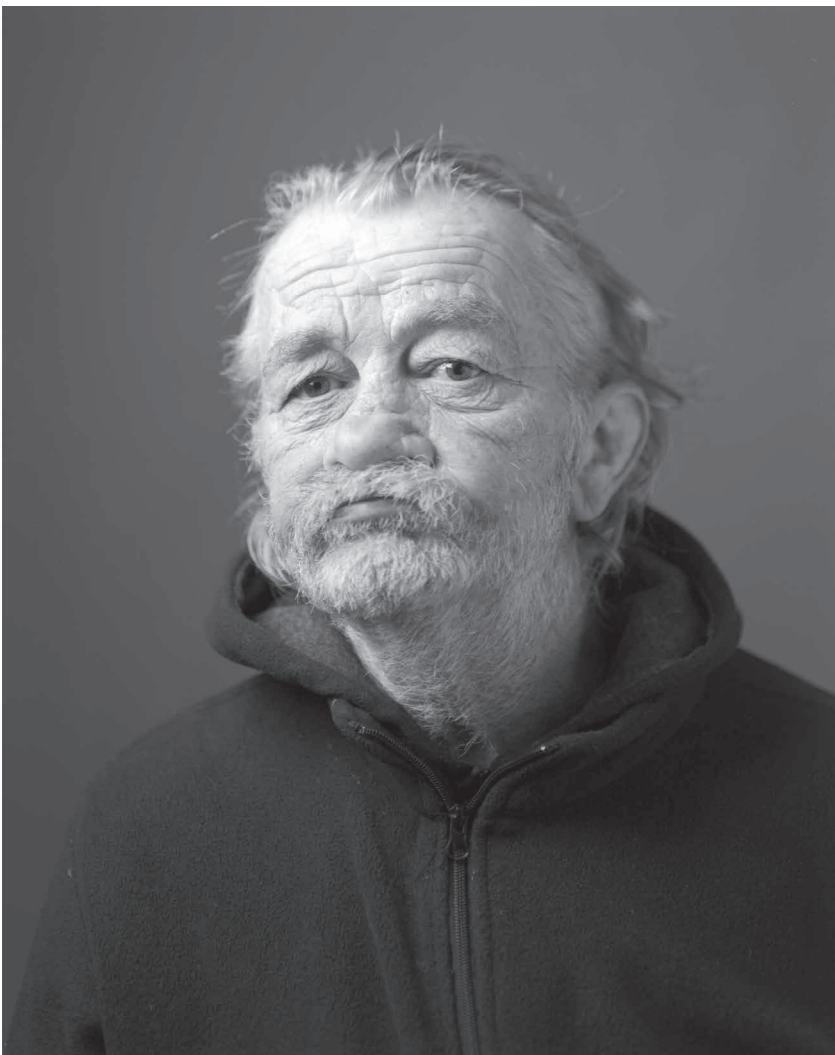


L'Écho des Sans-Voix

“Y'a pas plus fixes que nous”

ÉDITION UNIQUE (jusqu'à preuve du contraire)

2^e SEMESTRE 2024



Je demeure convaincu qu'un journaliste n'est pas un enfant de chœur et que son rôle ne consiste pas à précéder les processions, la main plongée dans une corbeille de pétales de rose. Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort. Il est de porter la plume dans la plaie.

Albert Londres

Par Christophe Robert *

Il y a 70 ans, l'abbé Pierre lançait son célèbre appel, « l'insurrection de la bonté », pour une mobilisation générale en faveur des personnes mal-logées. En 2024, son combat continue. Les facteurs d'inquiétude sont nombreux : le nombre de personnes sans domicile a plus que doublé en dix ans. Le nombre de personnes expulsées de leur logement ne cesse d'augmenter. L'attente pour accéder à un logement social s'allonge de manière alarmante, avec pour conséquence la multiplication des formes de mal-logement. Dans ce contexte, il faut en appeler à un sursaut national pour plus de solidarité et de protection des personnes les plus modestes. Alors que les situations de pauvreté, mais aussi de privation sociale et matérielle, sont toujours plus préoccupantes, on ne peut que déplorer le fort recul des politiques de l'habitat et le désengagement public en particulier sur le secteur du logement social. Leurs conséquences sur les conditions de logement, et avec elles de santé, d'éducation, d'emploi des personnes les plus pauvres sont très concrètes et nous alertent chaque jour un peu plus. Cette première édition de l'Écho des Sans-voix en rend bien compte. Ce numéro présente également le combat quotidien des personnes pour s'en sortir, souvent dans l'adversité ; l'engagement de professionnels, de bénévoles, de citoyens qui refusent de s'habituer à la grande pauvreté. Leurs expériences, leurs paroles, trop souvent invisibilisées, doivent être écoutées et entendues. Donner aux personnes concernées leur juste place dans le débat public doit également contribuer à faire évoluer des représentations sociales qui tendent de plus en plus fréquemment à corréler pauvreté et responsabilité individuelle des personnes. De la même manière, mettre en lumière les nombreuses initiatives menées pour assurer des conditions de vie dignes à chacun est source à la fois d'espérance et d'inspiration. Car il est possible de mieux protéger, de mieux redistribuer, de lutter plus efficacement contre les inégalités. Le combat de l'Abbé Pierre continue, nombreux sont ceux qui l'incarnent et le font vivre. Poursuivons plus nombreux encore ce combat pour plus de justice sociale et de politiques ambitieuses de résorption et de prévention du mal-logement. Nous avons tant à y gagner...

* Délégué général de la Fondation Abbé Pierre, auteur de *Pour les sans-voix : pauvreté, mal-logement, inégalités ne sont pas des fatalités*, Editions Arthaud, 2024.

“Le contraire de la misère ce n'est pas la richesse. Le contraire de la misère, c'est le partage.”

« *Ceux qui ont pris tout le plat dans leur assiette, laissant les assiettes des autres vides, et qui ayant tout disent avec une bonne figure, une bonne conscience « Nous, nous qui avons tout, nous sommes pour la paix ! », je sais ce que je dois leur crier à ceux-là : les premiers violents, les provocateurs de toute violence, c'est vous !*

Et quand le soir, dans vos belles maisons, vous allez embrasser vos petits enfants, avec votre bonne conscience, au regard de Dieu, vous avez probablement plus de sang sur vos mains d'inconscients, que n'en aura jamais le désespéré qui a pris les armes pour essayer de sortir de son désespoir.

Mais ne nous trompons pas, il n'y a pas de violence qu'avec des armes, il y a des situations de violences. Il y a tel et tel peuple du monde que je connais très bien, où j'ai été tant de fois et où il n'y a plus aucune espérance pour la foule des plus petits. Aucune espérance d'apprendre à vivre.

Et j'avais crié, Vous les riches – il y a des riches qui sont honnêtement riches – vous avez le devoir de dépenser : ceux qui stockeraient dans des coffres de banque de l'or, des bijoux, qui les accumuleraient comme un trésor.

Car la fortune dans les temps d'épreuve doit être partagée, venant au secours en créant des entreprises viables pour donner de l'emploi et du salaire. »

Abbé Pierre
Discours au Palais des Congrès de Paris,
23 novembre 1984

Pourquoi L'Écho des Sans-voix ?

Ce journal est le résultat de la conjonction de différents facteurs qui ont posé son existence comme une évidence.

À l'origine, il y a une proposition en 2022 de l'Académie de l'ESJ Lille de mener un atelier photo-journalisme avec l'abej SOLIDARITÉ. Ce projet avait pour principe de fédérer un groupe mixte regroupant Fleur, Lucas, Félix et Elliot, 4 jeunes étudiants en classe prépa de journalisme, des travailleurs sociaux et des personnes à la rue, Pierre, Jean-Pierre, Nabil et Alain, sous l'égide du photographe Marc Mounier-Kuhn, afin de porter un regard sur l'univers des personnes à la rue. Tous photographes, tous producteurs de sujets, les uns apportant leur curiosité et leur volonté de plonger courageusement dans cet univers, les autres apportant leur connaissance professionnelle des sujets, les derniers, enfin, accueillant avec bienveillance ces jeunes gens pour leur expliquer de l'intérieur ce que c'était qu'« être à la rue ». Cette expérience menée d'octobre 2022 à mars 2023 a eu plusieurs effets. Tout d'abord, une alchimie humaine qui a permis à chacun de trouver sa place dans ce groupe disparate, et qui a montré la pertinence du projet. Ensuite, un travail photographique sans concession, sans lieu commun et sans condescendance qui a reçu le 1er Prix EMI (Éducation aux Médias et à l'Information) aux Assises Internationales du Journalisme de Tour en 2023 et qui a été exposé à l'Institut pour la Photographie de Lille (IPP) en mai 2023. Et enfin, le désir d'aller plus loin, et de créer un journal qui prolongerait cette expérience, en la rendant plus complète et plus facilement accessible.

C'est donc à l'initiative de l'abej SOLIDARITÉ, avec le soutien de la DRAC et le partenariat de l'ESJ, que cette expérience a été renouvelée en 2024. 4 nouveaux étudiants, Justine, Juliette, Mia et Pierrot, et un nouveau groupe de personnes à la rue, Fabienne, Alain, Aboubacar, Olaf, tous désireux de porter cette voix, se sont lancés dans l'aventure journalistique, toujours sous la direction de Marc Mounier-Kuhn, devenu rédacteur en chef. Cette équipe de rédaction éclectique mais rapidement soudée, a choisi collectivement les sujets traités dans ce journal. Tous journalistes, menant enquêtes et entretiens, certains étant également sujets, témoins, fixeurs.

Le journal que vous avez dans les mains est le fruit de cette expérience : il incarne notre vision d'un journal honnête et néanmoins engagé, lucide et pourtant conscient de la complexité des situations et des problématiques rencontrées par les personnes vivant dans la rue ou en grande précarité. Nous donnons la parole à ceux qui vivent au quotidien des situations difficiles, loin des clichés et des discours trop souvent véhiculés par les médias mainstream. Un journal par et pour les personnes à la rue. Elles ont participé à toutes les étapes de sa réalisation et le fait que vous l'avez entre les mains est déjà un premier acte d'engagement afin que leur voix soit entendue.

C'est avec modestie et sans prétention que nous vous offrons ce journal, en espérant qu'il vous apportera un éclairage sur la réalité d'une situation dont trop de nos concitoyens souffrent au quotidien.

Olaf, l'homme qui a un trop grand coeur

Humanité, Humilité et Humour, les 3 “grands H”, piliers de la vie d'Olaf

Par Marc Mounier-Kuhn

Quand Olaf est venu à la première séance d'atelier consacrée à la réalisation de ce journal, il était difficile de définir à quel titre ce grand gaillard, au regard franc et aux traits juvéniles malgré sa cinquantaine, était là. Comme beaucoup de personnes que des accidents de la vie ont jeté à la rue, Olaf n'a pas les caractéristiques que l'on associe facilement à la grande précarité. Dans son français parfait, à peine teinté d'une très légère inflexion germanique, il en rigole : “Au foyer de l'abej SOLIDARITÉ rue Solférino, on me prend parfois pour un flic”.

Pourtant, au gré de ces rencontres, des bribes d'informations inattendues sont venues dessiner en creux le portrait intrigant d'un homme d'une grande sensibilité. Ainsi, lors du tour de table de cette première séance réunissant étudiants de l'Académie de l'ESJ, travailleurs sociaux de l'abej SOLIDARITÉ et personnes à la rue, lorsque chacun se présenta et expliqua les raisons qui le motivait à être présent, Olaf évoqua son expérience passée de jeune journaliste stagiaire à la Voix du Nord et son souhait de traiter entre autres du sujet des parcours migratoires improbables. Plus tard, alors que déjà une certaine familiarité s'était instaurée au fil des rencontres hebdomadaires, posés au zinc du foyer, une discussion s'engagea sur le sujet du cinéma, et cet habitué des salles obscures évoqua la quantité incroyable de films qu'il avait vus. Le mystère Olaf s'épaississait. Bien que cela soit un accord tacite avec les personnes à la rue que de ne jamais leur poser de questions indiscrettes, de respecter leur pudeur et leurs silences, cela devenait une sorte de jeu que de lui dire à quel point il suscitait la curiosité.

Lorsque nous menâmes l'entretien avec Vincent Morival, Olaf, au détour d'une phrase énonça ce qui tenait à la fois de l'incongru et de l'évidence : “Pour ma part, j'ai vécu 27 mois à la rue”. C'est ainsi qu'il accepta de m'en dire plus sur lui.

Olaf est né en Allemagne. Francophile, francophone et grand sportif malgré une maladie cardiaque diagnostiquée à 11 ans (“Le médecin m'a dit que j'avais un trop grand coeur”), il entame sa vie d'adulte en venant vivre en France après

son magistère à l'Université Leibniz de Hanovre. Il poursuit son cursus avec un master de management du sport à l'Université Lille3, avant des'orienter vers la formation linguistique pour devenir ensuite gestionnaire de clientèle et chargé d'affaires. Il se marie, a des enfants, une maison et pratique assidument le tennis, à la fois joueur et professeur. Un chemin de vie qui semble serein et heureux.

Pourtant, cette apparence de tranquillité se fissure progressivement. Il perd sa fille tragiquement, son mariage se termine violemment en divorce à son désavantage (“je n'avais pas envie de faire du mal, même si on m'en a fait, c'est pas mon truc, je crois à l'humanité”) et une maladie du sang diagnostiquée en 2010 vient progressivement impacter son état de santé, lui imposant un traitement à vie, et aboutissant à son licenciement et son invalidité.

Au cours de cette période de chute progressive, il s'occupe le plus possible de ses fils tout en refusant de leur parler des conditions du divorce pour les protéger. Il préfère payer la pension alimentaire plutôt que son loyer ou sa nourriture, vit des deuils familiaux, entame une thérapie interrompue rapidement parce que le psychiatre ronfle pendant les séances. Il vit quasiment en ermite à partir de 2017 jusqu'à ce qu'en juillet 2019, une déconvenue en apparence anodine ne serve de déclencheur et le plonge pour de bon dans la dépression.

Commence alors ce qu'Olaf appelle son « confinement avant l'heure ». Il fuit toute présence humaine, sa seule relation étant une personne faisant la manche devant la supérette de quartier, à qui il donne livres ou chaussettes, et qui constitue son premier contact avec le monde de la rue. Il ne mange presque plus et développe un syndrome de Diogène. Durant cette période, il vit dans l'expectative que quelqu'un le pousse à sortir de sa situation, le réveille. Mais c'est un huissier accompagné de 9 policiers qui met un terme à cet enfer quotidien, en septembre 2021.

Après une première nuit passée sur un banc, c'est un « mort vivant à bout de souffle » qui arrive à l'accueil de jour

de l'abej SOLIDARITÉ sur les conseils du CCAS de la mairie de quartier. Là, il est immédiatement pris en charge par une éducatrice pour le SIAO, les infirmières, les médecins et la psychologue qui perçoivent instantanément l'immense fragilité d'Olaf. “Par chance, ce sont uniquement des femmes qui m'ont accueilli. Leur empathie et leur douceur m'ont mis en confiance et ont permis à l'animal traumatisé que j'étais devenu de ne pas s'enfuir”.

Avec la lucidité qui est la sienne, Olaf définit l'abysse dans lequel il avait plongé : “J'avais complètement perdu à la fois mon « Selbstvertrauen » (confiance en soi) et mon « Selbstbewusstsein » (conscience de soi) ; Je ne savais plus qui j'étais, quelle était ma place dans le monde ni à quoi je servais. Je m'étais persuadé que j'étais toujours en mouvement, mais je tournais en rond avec l'illusion d'avancer, refusant d'ouvrir les portes, convaincu que j'étais de n'avoir ouvert que les mauvaises qui m'avaient mené à faire les mauvais choix”.

Olaf entame sa vie à la rue. Pendant 27 mois, il vit dans un squat bien caché au fond d'un parking, vient quotidiennement à l'accueil de jour, et s'il fréquente assidument les salles de cinéma, c'est avant même son appétence de cinéophile pour des raisons d'urgence, de mise à l'abri des températures et du monde.

Aussi étrange que cela paraisse, c'est aussi au cours de cette longue période qu'Olaf entame le long chemin du retour à la vie. À l'abej SOLIDARITÉ, il est suivi tant pour ses problèmes de santé multiples que pour ses problèmes psychologiques. Et il renoue petit à petit avec les humains. Il parle à tout le monde, et sa nature bienveillante, son profil atypique et sa capacité d'écoute poussent les autres à venir vers lui, malgré le fait que par moment cela lui pèse. “Le foyer est un microcosme, reflet de la société amplifié par le soucis premier d'avoir un toit. Mais si cette détresse se retrouve partout, ici, c'est tous les jours qu'on la côtoie. J'en fais partie, mais ce qui m'affecte le plus, ce sont les disparitions, les suicides lents ou violents auxquels on est sans arrêt confrontés.” Olaf observe également



dans cette « archipelisation de la société » où il n'y a plus de sens commun que “c'est dans ce milieu de la grande précarité qu'il y a encore de l'entraide, même si tout le monde est à cran.” Il participe aussi à la création et à l'animation d'une émission de radio, à des ateliers d'écriture et enfin, à cet atelier grâce auquel nous nous sommes rencontrés.

Ne sachant pas dire non, il se retrouve engagé dans l'élaboration du projet d'un accueil de jour inconditionnel en prévision du déménagement prochain à Lille Sud. Il va à Paris et à Grenoble pour visiter des structures existantes et s'en inspirer. C'est là qu'un médecin lui fait ce compliment : “Olaf, vous êtes le marginal parmi les marginaux.” Compliment parce que, loin d'une posture, il s'agit bien d'un réel positionnement vis-à-vis du monde dans lequel il s'est retrouvé bien malgré lui.

Enfin, en décembre 2023, après avoir re-

fusé nombre d'opportunités, il redevient capable d'accepter quelque chose : Il commence à habiter une tiny house à Saint-Maurice-Pellevoisin, dans le cadre d'un projet intitulé « la Ch'tite maison solidaire »*, qui répond à la fois à ses aspirations d'écologie et de participation à un projet de communauté sociale préservant néanmoins son besoin de solitude.

Pour conduire sa vie, y compris dans le monde de la rue, Olaf met en application les 3 « grands H » que son père, sa mère et sa grand mère lui ont transmis comme préceptes de vie : Humanité, Humilité et Humour. Et de chacun il ne manque pas.

Et même s'il cherche toujours sa place, cette place qu'il souhaite aussi retrouver auprès de sa mère et de ses fils quand il sera prêt, il semble, aussi cruel et douloureux que soit le chemin emprunté, que cet Homme au trop grand coeur est en passe de la trouver.

* chitemaisonsolidaire.mystringly.com

3 Une précarité qui mène à la grande exclusion

Comment la précarité accentue-t-elle l'isolement social, pouvant mener jusqu'à l'auto-exclusion ? À travers la théorie psychiatrique de Juan Furtos et le témoignage d'Olaf, Hamel, psychologue de l'abej SOLIDARITÉ, explique comment son association permet d'aborder et aider ces personnes.

Par Mia Morel

Le psychiatre, Juan Furtos, apporte un regard clinique sur les rapports entre précarité et santé mentale dans son ouvrage « Les cliniques de la précarité. Contexte social, psychopathologie et dispositifs » publié en 2008.

Selon lui, le « capitalisme financiarisé mondial » développe une certaine forme de précarité économique et sociale qui est à la source de ce qu'il appelle le « syndrome d'auto-exclusion ». De ce fait, notre société, qui s'accélère et se dématérialise, a tendance à perturber les liens solidaires entre les individus et à entraîner plus facilement un isolement social. Les personnes en situation de précarité sont d'autant plus touchées par ce phénomène qu'elles subissent un manque de considération, voire une disqualification, ainsi qu'un manque de soutien social, psychologique et politique. Selon le psychiatre, un individu peut perdre trois types de confiance. Tout d'abord, la confiance en soi-même, ce qui signifie que la personne peut perdre sa dignité d'exister. Ensuite, les structures sociales en impasses engendrent une violence qui entraîne une perte de confiance en autrui, illustrée par les politiques sécuritaires actuelles. Enfin, en l'avenir, qui devient menaçant avec la perte de projets ou de rêves. La rupture des liens avec les proches, accompagnée de l'incurie à domicile, c'est-à-dire l'incapacité pour la personne de s'apporter du soin. Tous ces signes mettent en évidence la disparition qu'a l'individu de lui-même à ses propres yeux, que le psychiatre désigne comme « la congélation du moi ».

Olaf est une personne qui a bénéficié du dispositif de l'abej SOLIDARITÉ, à la suite d'une période de profonde dépression qui l'a mené à se retrouver à la rue. Peu avant juillet 2019, ayant conscience que son état mental est perturbé, on lui

conseille de consulter un psychiatre. Au bout de deux séances, il décide de pas renouveler ses visites, car lors des deux rencontres, le médecin s'est endormi. S'en est suivie une période de dépression, longue de deux ans, pendant laquelle il ne voit personne. Il ne sort plus, ne mange plus et redoute la présence des gens. Il avoue que lorsqu'il essaye de sortir faire des courses « le simple bruit des portes dans la cage d'escalier [le] retenait de sortir ». Olaf raconte que, durant cette période, il vit « dans l'expectative que quelqu'un [lui] dise de sortir de là ». Un cri de détresse qui s'est essouffé faute de réponse. Dans son isolement, aucune main n'a pu lui être tendue. Cette période de solitude est d'autant plus longue qu'elle coïncide avec les périodes de confinement successives liées à la pandémie du Covid-19. Le 21 septembre 2021, réveillé par les hussiers et neuf policiers, on lui demande de quitter le logement faute de paiement. Il témoigne de son état second dû au fait de ne pas avoir bougé pendant si longtemps. « J'étais comme un mort-vivant, à bout de souffle à chaque mouvement. »

À la rue, il a peur de tout. Cependant, il arrive rapidement à l'abej SOLIDARITÉ. L'association lui a permis de consulter des médecins, notamment une psychologue, Hamel. Ensemble, ils ont travaillé sur sa perception de lui-même. Olaf livre « Je n'avais pas du tout confiance en moi, ni conscience de qui j'étais, de ce à quoi je servais et de ma place dans cette société ».

Un lieu qui permet d'aller vers les plus exclus

Hamel, psychologue à l'abej SOLIDARITÉ, évoque cette difficulté d'apporter un suivi psychologique à un public dont certains sont en grande exclusion.

Elle exerce au sein de l'établissement depuis 16 ans. Elle est salariée de l'Établissement Public de Santé Mentale (EPSM) Lille-Métropole, mais son poste est mis à disposition de l'association.

Dans notre société de manière générale, certaines personnes peuvent être réticentes à l'idée d'avoir un suivi psychologique, car pour elles, voir un psychologue « peut être un signe de folie, donc ça les inquiète ». De plus, une mauvaise expérience peut aussi renforcer ce sentiment. Dans le cadre des personnes en grande exclusion, le problème réside dans la manière d'aborder ces personnes. Elles sont tellement coupées des au-

tres et d'elles-mêmes, qu'elles finissent par ne plus rien ressentir. « Elles n'ont pas forcément le sentiment qu'elles ont besoin d'un suivi ou de soins, donc elles ne demandent rien ». Hamel précise : « Ce n'est pas facile de parler de soi à un étranger, de ses douleurs et de ses souffrances ». De ce fait, « il y a des gens qui n'arrivent plus à demander tellement ils ont mal ». Il y a aussi l'aspect de ne pas vouloir se mettre en danger en renouant des liens et en parlant. Parfois on n'a pas envie de voir sa douleur, de faire « comme si » pour essayer de tenir. Un lieu comme l'abej SOLIDARITÉ permet donc d'aborder ces personnes. En effet, la psychologue souligne que

l'accueil permet de mettre ces personnes exclues en confiance. Comparativement à d'autres cadres dans lesquels exercent les psychiatres, elle peut en amont parler avec ces personnes. En faisant « partie de l'équipe et du paysage, cela rassure les personnes ». Elle est toujours vue comme une professionnelle, une psychologue mais cette « approche de proximité permet d'aller vers les plus exclues ».

Lors d'une conférence pour la CIMADE et la Fondation Emmaüs, Juan Furtos déclara : « L'antidote de l'auto-exclusion, c'est le respect. Pour accompagner des personnes dans l'auto-exclusion il faut accepter leurs comportements paradoxaux. »



Drogues et grande précarité, lorsqu'ils sont intimement liés

« Je ne donne pas à ceux qui font la manche, ils vont s'acheter de l'alcool ou de la drogue avec ». Qui n'a jamais entendu cette phrase lourde de jugement. Durant nos rencontres avec des bénévoles et professionnels de l'abej SOLIDARITE ou avec des personnes en grande précarité, lorsque le sujet des addictions est venu sur la table, cette phrase a été citée plusieurs fois. Elle semble révélatrice d'un fossé creusé entre deux vécus, celui des personnes qui côtoient le monde de la rue, et les passants, totems d'un monde parallèle détaché du premier.

Par Juliette Jaffrot

Dans la rue, nombreuses peuvent être les raisons de consommer. Alcool, crack, cannabis et beaucoup d'autres se posent comme une problématique chez les personnes sans-abris. Aujourd'hui, il est difficile d'établir des chiffres précis du nombre de personnes toxicomanes à la rue. Un rapport Samenta de l'Observatoire du SAMU social s'est penché sur cette question en 2010 et à pu constater que le nombre de toxicomanes et même de consommateurs occasionnels était minoritaire. Si l'on se penche sur le cas de l'alcool, moins d'une personne sur dix déclarait une consommation à risque, et pour le crack, les sans-domiciles auraient été moins de 5% à avoir déjà consommés au cours de leur vie. Si ces chiffres montrent clairement que la consommation régulière chez les personnes sans-abri est minoritaire, il faut aussi les mettre en perspective puis-que l'échantillon des personnes interrogées ne concerne que les personnes faisant appel aux services d'aide (accueil de jour, hébergement, alimentation...). Finalement, lorsque nous nous sommes rendus sur le terrain, notamment au Caarud « Le Point de repère », ce qui semble intéressant, ce n'est pas tant de savoir combien de personnes consomment et/ou sont addicts à une substance dans la rue, mais plutôt comprendre ce que cela implique comparativement à des personnes qui bénéficient d'un rythme de vie et un logement stable.

Des raisons à la consommation

« J'ai consommé peu de temps mais beaucoup » Mihai, consommateur régulier notamment de 3-MMC (dérivé de la cocaïne) et anciennement à la rue, a commencé à toucher à la drogue dans les milieux festifs. Il consomme pour le bien-être que cela lui procure, pour un moment de plaisir. Malgré tout, il reconnaît sa consommation très régulière pendant un temps (plusieurs prises par jour) sans se considérer comme un toxicomane : « Je ne sais pas si c'est bien ou pas bien mais j'en avais besoin à ce moment-là ». Cette régularité peut aussi être retrouvée chez des personnes qui préfèrent l'alcool ou d'autres types de drogues. Cette consommation dite « à risque », peut initialement servir de béquille dans le cadre d'un quotidien instable. Malgré tout, elle se révèle vite empoisonnée. De plus, la consommation de drogues pour les personnes à la rue s'inscrit dans un contexte de marginalité. Si les raisons de consommer peuvent être multiples, il faut également reconnaître la fonction sociale d'une prise de drogue. Comme dans le cas de Mihai dans les milieux festifs, une drogue peut se mettre au service du lien entre des personnes qui se retrouvent parfois seules dans des situations compliquées. Un produit, peut donner une raison de se retrouver et de trouver des points de repères pour ceux qui en manquent. Face à cela, les travailleurs sociaux font vivre des alternatives d'ancrage au niveau associatif et citoyen. Elise est l'une des créatrices du groupe de parole « keskonboit ». Ce groupe propose une approche différente sur la consommation d'alcool : un vendredi sur deux, ils se retrouvent au Café

Citoyen pour discuter, avec un verre offert. Ce verre gratuit fait office d'objet thérapeutique puisqu'ils peuvent choisir de boire un café tout comme une bière. Le but est alors de changer le contexte entourant la consommation d'un verre. Avec cette approche, on s'éloigne alors de la bonne vieille méthode de la répression, pour tenter de comprendre la relation de chacun à l'alcool, tout en offrant un espace bienveillant et un temps de repos hors de la rue.

Le rôle des Caarud dans l'assistance aux consommateurs

Pour une approche plus ancrée dans le quotidien des consommateurs, depuis 2006 le label « Caarud » est attribué à des établissements qui proposent une assistance pour les consommateurs de drogues avec une politique de réduction des risques. Cela se traduit via l'accès gratuit à des outils s'inscrivant dans cette approche, comme des seringues stériles ou des pipes à crack. Ces actions réduisent la transmission de maladies, préviennent les overdoses et offrent un soutien aux consommateurs. Elles améliorent la santé et la sécurité des usagers de drogues, tout en les connectant à des services de traitement et de soutien. Ces Caarud offrent également douches, laveries, service de domiciliation postale et ordinateurs, en plus de leurs services de santé. Sur le terrain, nous avons pu rencontrer Jonas, chef de service du « Point de repère ». Dans les locaux, nous avons découvert les différents espaces. Jonas nous a alors guidé à tra-

vers les hordes de fauteuils, les bureaux, le local de distribution de matériel mais aussi la cour abritant le barbecue qui n'attendait plus que sa prochaine utilisation estivale. Si une ambiance conviviale règne entre les bénévoles, Jonas connaît bien le public qu'ils accueillent, avec qui il travaille depuis de nombreuses années. Son regard permet alors une analyse d'ensemble sur la pluralité d'expériences pour les personnes en grande précarité qui consomment. Si le cas de Mihai laisse transparaître l'utilisation de drogues comme un instant de plaisir, Jonas amène une vision plus globale au niveau local : « La consommation de drogue aujourd'hui dans les rues lilloises s'apparente davantage à de l'automédication qu'à de la drogue plaisir, c'est une gestion du manque et des douleurs ». La drogue, dans ce cas, sert à combler un vide, à supporter l'insupportable, et à rendre le quotidien un peu moins ardu. Cette utilisation de substances pour l'automédication révèle l'ampleur de la difficulté et du besoin de soins appropriés que ces personnes éprouvent au quotidien. Elle souligne aussi l'importance de mettre en place des systèmes de soutien qui prennent en compte la complexité de leurs situations. Pour cela, le Point de repère offre un accueil sans jugement et anonyme.

Sans-abrisme et addiction, problématiques reliées

Il est crucial de reconnaître la relation intime qui lie le droit au logement et les addictions. Aujourd'hui, des mesures dites

« logement d'abord » sont mises en place dans certains pays, comme la Finlande, pour aborder ce problème. Le but de ces programmes est de proposer un logement adapté aux besoins de la personne sans condition préalable, accompagné d'un suivi intensif si nécessaire. On ne parle pas ici de mériter ou non un logement, mais de le voir comme la première étape d'un cheminement qui permet d'avancer. Avoir un logement signifie accéder à une nouvelle stabilité, ce qui permet aux individus de se concentrer sur leur futur et résoudre les problèmes qui ont contribué à leur situation de précarité. C'est aussi se raccrocher à ce qui est obtenu, et permettre de voir plus loin dans l'avenir. Lors de notre rencontre avec Mihai, il allait le lendemain même accéder à un logement de longue durée et au travail de ses rêves : brancardier. Avec une certaine émotion dans la voix, il avait alors développé sa reconnaissance envers l'abej SOLIDARITÉ et sa curatrice qui l'avaient accompagné jusqu'ici, mais aussi sa détermination à sortir de sa consommation de 3-MMC : « Ça me booste pour ne pas rechuter, pour ne pas décevoir les gens qui croient en moi ». Jonas partage ces mêmes idées : « La meilleure réduction des risques, c'est d'avoir un toit sur la tête ». Finalement, quand la marginalité renforce la vulnérabilité, la solidarité des travailleurs sociaux et bénévoles fait naître la confiance avec la possibilité de se détacher du cycle d'addiction. Ainsi, fournir un logement stable est une étape essentielle non seulement pour améliorer la qualité de vie des sans-abris, mais aussi pour aborder efficacement les problèmes d'addiction.

4 “Il faut rendre les personnes à la rue visibles pour changer les choses.”

Un entretien avec Vincent Morival, Directeur du pôle accueil de l'abej SOLIDARITÉ, Vice-Président de la FAS.

Propos recueillis par Pierrot Bouville, Marc Mounier-Kuhn et Olaf Wotschke.

Olaf : Merci de nous accorder cette interview. Peux-tu te présenter ?

Vincent : Depuis deux ans, je suis directeur du pôle accueil à l'abej SOLIDARITÉ. À ce titre, je supervise l'accueil de jour Solférino, le CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogue) Le Point de Repère, la halte de nuit, les équipes mobiles, ainsi qu'un centre expérimental pour femmes usagères de drogue.

J'ai également des mandats, je suis Vice-Président pour le territoire de la MEL (Métropole Européenne de Lille) de la FAS, Fédération des Acteurs de la Solidarité dans la région Hauts-de-France. C'est un regroupement d'associations pour faire du plaidoyer et développer des actions communes concernant les personnes à la rue. Je suis aussi Vice-Président de la Coordination Mobile d'Accueil et d'Orientation (CMAO) qui gère le 115, le Samu social et le SIAO, Service Intégré d'Accueil et d'Orientation.

Pierrot : Tu as une position globale en étant directeur de plusieurs services, mais est-ce que tu es quand même en contact avec les personnes qui fréquentent ces services ?

Vincent : En tant que directeur, mes responsabilités incluent une grande part de travail de représentation et de tâches administratives essentielles au bon fonctionnement des structures. Toutefois, j'essaie de consacrer autant de temps que possible au terrain. Par exemple, j'anime régulièrement des ateliers d'écriture avec les personnes accueillies et je fais en sorte de visiter toutes les structures plusieurs fois par semaine.

Comparé à d'autres directeurs, je suis très présent auprès des personnes accueillies. Cependant, en comparaison avec les travailleurs sociaux, ma présence reste limitée. Mon objectif est de maintenir un équilibre entre les exigences administratives et le contact direct avec ceux que nous aidons, afin de mieux comprendre leurs besoins et d'améliorer constamment nos services.

Une nuit de la Solidarité à Lille ?

Olaf : Pour commencer, je voudrais évoquer la Nuit de la Solidarité. J'ai été frappé par le fait qu'un recensement se fait à Paris, Lyon, Bordeaux, mais pas à Lille. Pourquoi ?

Vincent : La Nuit de la Solidarité représente bien plus qu'un simple recensement de chiffres. Elle offre une opportunité unique de sensibiliser un grand nombre de personnes à la réalité du sans-abrisme. En mobilisant de nombreux bénévoles, les personnes rencontrées dans les rues sont comptées, permettant ainsi de suivre les évolutions d'une année à l'autre de manière fiable et incontestable. Cet exercice s'avère être un puissant outil de plaidoyer, indispensable pour les actions que nous souhaitons entreprendre.

Cependant, des questions stratégiques se posent : devons-nous limiter cet effort à Lille ou l'étendre à toute la MEL ? Une telle décision pourrait accroître considérablement l'ampleur de la mobilisation et nécessiter un nombre substantiel de bénévoles supplémentaires. De plus, la réussite de cette initiative repose en grande partie sur une volonté politique affirmée, en dépit des possibles réticences de certaines autorités, telles que la Préfecture.

Marc : Pourquoi cela créerait-il une opposition avec la Préfecture ?

Vincent : En France, il existe un droit au logement opposable, c'est donc une mission que doit remplir l'État. Notre gouvernement actuel manque cepen-

dant de moyens et a des orientations qui ne sont pas du tout sociales. Il ne met pas la priorité sur ces questions. Mettre en lumière ce phénomène reviendrait donc à souligner un phénomène embarrassant pour les représentants locaux de l'État.

Olaf : Justement, est-ce qu'en l'espace d'une nuit, on voit toutes ces personnes ? Pour ma part, j'ai vécu 27 mois dans la rue, et je me suis bien caché pendant cette période. Ils n'auraient jamais pu me trouver là où je squattais, c'était impossible.

Vincent : Donc tu n'aurais pas été compté. Les Nuits de la Solidarité sont faites en lien avec les associations qui connaissent très bien les personnes et les équipes mobiles qui savent où sont la plupart des gens. Il ne s'agit bien évidemment pas d'un comptage exhaustif, mais il y a quand même une vraie expertise car chaque groupe est composé de bénévoles et de professionnels, qui connaissent souvent les lieux où dorment ou squattent les gens. Tu étais un cas particulier...

J'ai fait une maraude la semaine dernière avec une équipe de l'abej SOLIDARITÉ dans des coins où le grand public ne va pas : dans des parcs, derrière des haies où des gens squattent alors que l'on peut passer des dizaines de fois devant sans se rendre compte de rien. On est allés dans des endroits où il y a des rats, des seringues partout, c'était assez impressionnant. Donc les chiffres de Paris correspondent à des gens qui sont dans l'espace public, plus ou moins bien cachés, pas trop sinon on ne les voit pas. Mais si le chiffre peut sembler petit, je trouve pour ma part qu'il est déjà énorme : plus de 3000 personnes dorment sur un trottoir. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Pour les familles et les enfants à la rue, des couvertures pour seules solutions

Olaf : D'autant que parmi ces 3492 per-

mineurs non accompagnés, précédemment pris en charge par des paroisses, se sont retrouvés à la rue.

Ensuite, il y a les familles, souvent d'origine étrangère, qui arrivent en France avec leurs enfants et se trouvent sans aucune solution. Parmi les 400 mineurs évoqués, beaucoup sont en fait au sein de ces familles, souvent composées de parents isolés avec leurs enfants. À titre d'exemple, à Paris, le 115 prend en charge plus de 30 000 nuitées d'hôtel chaque nuit pour ces familles en détresse.

Cette réalité met en évidence les lacunes du système actuel et souligne la nécessité d'une action urgente et coordonnée pour répondre aux besoins des mineurs en situation de précarité, qu'ils soient seuls ou en famille.

Olaf : Qu'en est-il des nuitées d'hôtel à Lille ?

Vincent : À Lille il n'y a pas de nuitées d'hôtel prises en charge à cette échelle. La situation des familles et des enfants à la rue est vraiment problématique. Il y a 15 ans, ces ménages se voyaient proposer systématiquement une solution, il n'y avait pas de famille à la rue. Désormais, tout ce que le SAMU social leur offre, ce sont des couvertures. On voit là l'échec des politiques françaises d'accompagnement.

Des propositions concrètes pour rendre effectif le logement d'abord

Marc : Comment se situe la MEL là-dedans ?

Vincent : La MEL s'est engagée dans l'initiative nationale du « Logement d'abord », mobilisant ainsi des ressources pour faciliter l'accès au logement. Cependant, selon moi, ces efforts nécessitent d'aller encore plus loin. Je préconise la mise en œuvre de trois politiques majeures :

Tout d'abord, il est crucial de répondre à la demande croissante en logements sociaux. De nombreuses personnes hé-



policiers ils faisaient acte de présence, ils étaient 9...

Marc : 9 ? Mais tu étais tout seul ?

Vincent : ils viennent nombreux parce qu'il y a des gens qui résistent...

Olaf : Ils sont dans la rue, devant et à l'intérieur de l'appartement répartis dans différentes pièces.

Optimiser l'utilisation des fonds publics

Marc : Je veux bien croire qu'il y a des situations tendues, mais quand même, cela me semble disproportionné... Est-ce qu'il n'y a pas erreur sur les moyens déployés par l'État ?

retourner dans leur pays d'origine, notamment en raison de l'intégration de leurs enfants à l'école et des conflits dans leur pays d'origine. La régularisation de leur situation administrative serait non seulement humaine, mais également un moyen de libérer un grand nombre de places d'hébergement.

Enfin, un nombre significatif de personnes font face à des défis liés à l'addiction et aux troubles psychiques. Ces individus sont confrontés à de graves difficultés et nécessitent des solutions médico-sociales complexes, avec une prise en charge globale à long terme.

Les expulsions, un véritable traumatisme pourtant si facilement évitable

Olaf : La trêve hivernale s'est terminée fin mars. Est-ce que tu t'attends à un afflux de gens qui vont se faire mettre à la rue pour impayés de loyer ?

Vincent : La Fondation Abbé Pierre alerte sur le risque d'expulsion touchant 140 000 personnes au niveau national. Toutes ne vont pas se retrouver dans cette situa-

tionné... Est-ce qu'il n'y a pas erreur sur les moyens déployés par l'État ?

Vincent : Si l'État avait réellement à cœur d'optimiser l'utilisation des fonds publics, il privilégierait la prévention, l'accompagnement social et la réduction des risques. Malheureusement, nous assistons souvent à des actions politiques plutôt qu'à des initiatives efficaces. Récemment, à Lille, l'opération « Place Nette » contre la drogue en a été un exemple frappant : malgré l'arrestation de 115 personnes et des saisies, le résultat fut dérisoire, avec seulement 2 kg de cannabis saisis, et ça a coûté « un pognon de dingue », pour utiliser une désormais célèbre expression.

Pourtant, des solutions éprouvées existent, comme l'ouverture de salles de consommation à moindre risque, dont l'efficacité a été scientifiquement prouvée pour réduire la consommation et les trafics, tout en étant moins coûteuses pour la collectivité que ces opérations musclées. De même, en matière d'expulsions, il serait bien plus judicieux d'investir, par exemple, 40 000 € dans l'accompagnement social des familles par un travailleur social, plutôt que de dépenser des sommes colossales pour des opérations policières de cette envergure.

Une communication à repenser pour donner la voix aux invisibles

Marc : Si d'un côté il y a des chiffres, des données scientifiques concrètes, avérées, factuelles, et que de l'autre les politiciens poursuivent leur propre agenda, à savoir prendre le pouvoir et le conserver, pourquoi les médias ne font-ils pas plus d'information réelle ? Peut-être que je présume qu'ils ne font pas d'information, mais dans ce cas, comment se fait-il que ce manque d'éducation persiste alors que cela fait des dizaines d'années que le problème est présent, et même qu'il s'aggrave d'année en année...

Vincent : Il est indéniable que depuis une trentaine d'années, l'ultra-droite a su habilement s'emparer de différents médias et propager ses idées, souvent sans opposition. Ce phénomène a largement contribué à la diffusion sournoise de ses idées dans la société. Heureusement, des initiatives telles que celles de la Fondation Abbé Pierre, portées par des figures comme Christophe Robert, contribuent à tenir un discours constant dans les médias, éduquant ainsi le public et mettant en lumière des chiffres essentiels. Cependant, il est vrai que le milieu associatif et social a parfois manqué de compétences pour prendre efficacement la parole dans les médias, et n'a pas anticipé l'importance croissante de ces idées de droite et d'ultra-droite dans les débats publics.

Il est regrettable que, malgré des preuves scientifiques étayant nos arguments,



sonnes, ils ont recensé 400 mineurs dans la rue.

Vincent : La situation n'est malheureusement pas surprenante. Elle met en lumière deux principales catégories de mineurs en situation de rue. Tout d'abord, il y a les mineurs non accompagnés qui sollicitent une prise en charge de l'État. Cependant, le système français n'est pas adapté pour les accueillir, les laissant donc livrés à eux-mêmes pendant la période de vérification de leur minorité. Rien qu'au sein de la Métropole Européenne de Lille, le 15 avril dernier, 115

bergées dans des structures sociales aspirent à accéder à un logement, mais se heurtent à une pénurie de grands logements pour les familles ou de petits logements pour les personnes isolées. Une politique ambitieuse de création de logements sociaux est nécessaire, et surtout sans réduire les aides au logement.

Ensuite, de nombreuses personnes étrangères se retrouvent piégées dans les centres d'hébergement en raison de leurs situations administratives complexes. Pourtant, il est évident que bon nombre d'entre elles ne pourront jamais

tion car il y a des politiques publiques qui existent pour éviter ce traumatisme. De nombreux programmes démontrent ainsi que la mise en place d'un accompagnement social de manière anticipée permet de prévenir au maximum ces expulsions. Il est clair que si on attend le jour où les policiers arrivent, on ne peut rien faire. La Fondation Abbé Pierre a donc raison de mettre en avant ce chiffre alarmant, car cela incite à mobiliser les ressources nécessaires.

Olaf : Moi, ça allait encore, il y avait un huissier qui était formidable, quant aux

nous n’ayons pas su collectivement transmettre notre message. En outre, certains dirigeants, censés incarner des idéaux sociaux, ont parfois trahi ces valeurs. La nomination, par exemple, d’un ministre du logement à l’origine d’une loi criminalisant les squatteurs en est un exemple flagrant. Ce genre de décision envoie un signal alarmant à la société.

Il est temps de rappeler qu’il existe une différence fondamentale entre les politiques sociales de gauche et de droite. Entre 2012 et 2017, un certain nombre de mesures ont été prises de manière assez discrète mais qui ont créé des différences que nous avons pu constater, comme ouvrir des places d’hébergement, mettre de l’argent dans les politiques sociales, dans la politique de la ville, ouvrir les droits à l’assurance maladie. Malheureusement, des discours simplistes du type « traverse la rue et trouve-toi un boulot » se répandent au détriment de solutions sociales et d’accompagnement à long terme. Il est crucial que nous, en tant que société, réaffirmions notre engagement en faveur de politiques sociales inclusives et de solidarité, basées sur des faits et des données tangibles.

Deux mondes pas si séparés que ça

Pierrot : Je voudrais revenir sur la problématique des deux mondes qui se superposent. Il y a le monde des gens qui travaillent, ont un logement, sont intégrés, et ce monde des sans abri qui est parfois invisible. Il y a une grande différence entre le monde du jour et celui de la nuit... Pouvons-nous avoir ton point de vue sur cette question ? Comment sensibiliser ? Comment faire apparaître ce 2e monde ?

Vincent : Il est indéniable qu’il existe un rapport de domination profondément enraciné dans notre société, où certains bénéficient de privilèges aux dépens de l’exploitation d’autres personnes. Un exemple flagrant en est la situation des travailleurs précaires, souvent des sans-papiers, qui sont exploités pour notre confort quotidien, comme dans le cas des services de livraison d’Uber. Malheureusement, ces personnes, bien qu’elles constituent une part essentielle de notre société, restent souvent invisibles ou ignorées, tandis que d’autres, qui se trouvent dans des situations de précarité plus évidentes, sont stigmatisées. Des personnes à la rue, on en croise tous les jours, certains ont abandonné et on les voit parce qu’ils ont de la barbe, parce qu’ils ne sentent pas bon, mais d’autres ont encore de la dignité et parviennent à ne pas montrer qu’ils sont en grande difficulté et on les croise tous les jours.

Cette réalité révèle une nécessité impérieuse de lutte contre les différentes formes d’exploitation. Il est devenu de plus en plus évident que les luttes pour les droits des femmes, la protection de l’environnement et la justice sociale sont toutes interconnectées. Nous devons donc envisager des solutions collectives, au-delà des intérêts individuels, et accepter de renoncer à une part de notre confort ou de notre richesse pour construire une société plus juste et équitable.

Il nous faut des « Ambassadeurs de la Rue ! »

C’est dans cette optique que des organisations comme la Fondation Abbé Pierre, la FAS ou l’abej SOLIDARITÉ mènent des actions visant à rendre visible les personnes marginalisées et à sensibiliser le grand public. La démarche consistant à donner la parole aux personnes concernées, comme lors de l’opération du 14 février, est essentielle pour changer les perceptions et lutter contre les préjugés. De même, l’idée de former des ambassadeurs de la rue, des personnes ayant vécu l’expérience de la précarité, pour prendre la parole sur ces questions est une initiative louable et nécessaire. C’est ce que j’ai tenté de faire pour la Saint Valentin : Quand les médias sont venus, si j’ai un peu parlé face à la caméra, je tenais absolument à ce que se soient les personnes concernées qui prennent la parole. Alain, qui participe à votre groupe, a été interviewé par France 3, et Serge a pu parler à Lille Actu. Pour y arriver, je leur avais fait un peu de média

training la veille, afin qu’ils aient en tête le message qu’ils voulaient transmettre et qu’ils ne soient pas trop stressés face aux journalistes.

Enfin, il est crucial de rappeler aux personnes en situation de précarité qu’elles ont des droits et qu’elles doivent se faire entendre. La résignation des personnes sans-abri est souvent un mystère pour moi. Elles ont déjà tout perdu et pourtant semblent accepter leur sort sans se révolter. Pourtant, je suis convaincu du potentiel révolutionnaire des mouvements sociaux, tels que les grèves et les manifestations. C’est pourquoi je milite pour la création d’ambassadeurs de la rue, voire d’un syndicat des personnes sans-abri, sur le modèle de ce qui existe dans d’autres pays comme la Belgique.

Dans cette optique, il est essentiel d’intensifier le travail dans les accueils de jour pour rappeler aux personnes sans-abri leurs droits fondamentaux, notamment le droit au logement et à l’hébergement. Il est impératif de les encourager à faire entendre leur voix en appelant le 115, en participant aux manifestations et, lorsqu’ils en ont le droit, aux élections. J’aimerais bien avoir ton avis sur la question, Olaf, étant donné ton expérience de l’autre côté de la barrière.

Entre résignation et colère

Olaf : C’est tout à fait ça. Je me vois pendant une longue période complètement résigné. Et même déjà avant de me retrouver dans la rue. C’est toujours la question de la poule et de l’œuf, qu’est ce qui arrive avant... C’est comme les problèmes psy, arrivent-ils parce que tu es à la rue ou te mènent-ils à la rue... Si on voit ça globalement, la question ne se pose même plus de savoir qui de l’œuf ou de la poule... le constat c’est que c’est la misère.

Vincent : Oui, et cette résignation, par exemple, on la sent beaucoup moins quand on participe au Conseil Régional des Personnes Accompagnées. Quand on donne la parole aux gens, qu’on leur dit « Ensemble on peut prendre position, vous avez le droit de parler » qu’on les accompagne, les gens ont beaucoup à dire, on sent une envie qui émerge de ces réunions. Je suis toujours surpris de l’élan qui peut être initié... Bien sûr, ce sont de petits groupes, mais ce sont les premiers pas pour une vraie prise de conscience.

Marc : Mais si la résignation touche une bonne part de la société, il y a également autre chose qui touche une bonne part de la société, et c’est la colère.

Vincent : Je pense que cette colère est mauvaise, parce cela donne des exemples comme les Gilets Jaunes, où plein de gens sont en colère mais choisissent des canaux tellement peu conventionnels qu’ils en perdent leur légitimité et qu’on ne les entend plus.

Marc : La colère ne peut-elle pas être par moment le carburant de la prise de conscience et de l’action politique, si elle est correctement canalisée ?

Vincent : En tout cas, cela nous apprend que dans l’idée de coaliser les forces, il nous faut diriger ces énergies sans se faire récupérer ni dévier de notre ligne. Il suffit que lors une interview tu maîtrises ton discours pendant 15 minutes mais que tu aies une petite phrase polémique comme les affectionnent tant les médias, on ne va reprendre que cette phrase-là.

Je reste convaincu du vrai pouvoir que peuvent avoir les politiques, et que le peuple a, s’il est éduqué. Je reste très optimiste, et je reste convaincu que si nous votons pour les bonnes personnes et les bons partis, on pourra changer les choses.

Toujours garder l’espoir

Olaf : Est-ce que tu as confiance ? Parce qu’à titre personnel j’ai beaucoup d’espoir dans la nouvelle génération.

Vincent : Je partage ton optimisme, surtout en observant ma fille et ses amis, tous engagés dans des combats pour un monde meilleur. Cela me rassure et me donne de l’espoir. La jeunesse actuelle démontre une réelle conscience poli-

tique, et c’est là que se trouve notre espoir. Il est nécessaire que les anciennes générations cèdent la place, car les hommes politiques ont prouvé qu’ils servaient souvent des intérêts particuliers plutôt que l’intérêt général. Nous avons besoin d’une figure charismatique, d’un véritable leader, tel un nouvel Abbé Pierre, qui incarne le message altruïste : « Pensez au bien des autres, pas qu’à vous-même ».

Il est troublant de constater que des initiatives comme les Restos du Cœur, créées dans les années 80 pour répondre à une urgence, continuent d’exister aujourd’hui, alors que l’État les utilise parfois comme un palliatif, plutôt que de mettre en place une politique réelle d’accès à une alimentation bio, équitable et durable. Ils soutiennent les Restos du Cœur pour se donner bonne conscience, mais cela ne résout pas les problèmes de fond. C’est pourquoi il est crucial que les jeunes et les personnes marginalisées, y compris celles sans-abri, se mobilisent pour voter.

Je crois en la cyclicité de la société ; bien que nous traversons actuellement une période de rétractation, je suis convaincu que viendra ensuite une période d’expansion et de progrès.

Marc : Comment vois-tu l’avenir, au-delà de la confiance que tu as dans la génération des jeunes gens d’aujourd’hui ?

Vincent : Le véritable combat à mener réside dans la sensibilisation de la so-

ciété aux enjeux environnementaux et sociaux. Les médias doivent jouer un rôle d’aide et de relais, les associations doivent se mobiliser, et les hommes et femmes politiques doivent suivre et prendre des positions courageuses. Je garde espoir en cela, c’est pourquoi je me bats au quotidien. La population n’est pas ignorante, elle a simplement besoin d’être informée. Beaucoup de votes vers les extrêmes et de comportements que je qualifierais d’imbéciles découlent du manque d’information adéquate. Il est de notre responsabilité de les éduquer. Si nous avons la possibilité de prendre la parole, nous devons le faire. C’est un véritable devoir à mes yeux.

Ce journal est plus qu’un simple journal, c’est un acte politique

Marc : De ce fait, qu’attends-tu de ce journal ? Comment vois-tu cet outil ?

Vincent : Je suis déjà content de voir que ce journal n’est pas seulement le fruit du travail de journalistes, mais aussi celui des personnes concernées. C’est en soi un acte politique important. Il y a aussi une émission de radio* à laquelle l’abej SOLIDARITÉ participe. Je crois que nous avons déjà accompli une grande partie de notre mission en donnant la parole aux personnes concernées. S’exprimer est déjà une étape cruciale pour renforcer l’estime de soi et surmonter les traumatismes.

Nabil, bénéficiaire et bénévole

« Mon but, c’est que les gens soient heureux, c’est tout ».

Par Fleur Martinho et Elliot Morlong



Derrière le comptoir de l’accueil de jour, le sourire bienveillant de Nabil marque les esprits. Il travaille depuis deux ans et demi pour l’abej SOLIDARITÉ. Jeune homme timide et discret, il propose des boissons chaudes et offre son attention à tous ceux qui passent se servir. Venir en aide aux autres, c’est une promesse dédiée à ses parents et à sa famille lorsqu’il a quitté Oran, sa ville natale en Algérie. À 19 ans, l’absence d’opportunités contraint Nabil à quitter son pays pour venir en France.

En racontant cette enfance qui lui manque, il affirme que de sa vie « *on pourrait faire un film* » dans lequel les autres seraient en tête d’affiche. Il ne se plaint jamais. Toujours souriant, il trouve du sens et du plaisir dans les tâches qu’il accomplit au sein de l’association. La difficulté de la rue, Nabil la connaît personnellement et il dédie la plupart de son temps à aider ceux qui la subissent. Il s’est investi à sa façon dans l’atelier photo.

Peu présent sur les photos, il a malgré tout surmonté sa timidité tout au long du projet pour nous faire part de ses connaissances et nous aider à mieux comprendre les problématiques auxquelles ils font face.

Nabil est l’allégorie de cette dualité présente dans les associations d’aide aux sans-abris. Il fait partie de ces gens qui sont à la fois bénéficiaires et bénévoles. Il résidait au CHRS[1] Rosa Parks à Moulins jusqu’à ce qu’un incendie accidentel ravage plusieurs appartements, dont le sien, en novembre 2022. Calme et alerte, Nabil honore la promesse faite à ses parents, il prévient les habitants, réveille celles et ceux qui dorment, et évacue au total 110 résidents. « *Le bilan humain reste léger grâce à l’intervention rapide des secours* » précise La Voix du Nord. Pourtant les occupants avancent une autre version. Pris dans l’urgence de la situation, certains n’ont pas vu les secours avant un long moment et la réactivité de Nabil a en tout cas permis d’éviter un drame.

Maintenant, pour aller encore plus loin, il est essentiel que cette parole soit entendue. Diffuser vers nos réseaux habituels est important, mais ceux qui les suivent sont déjà souvent convaincus, donc l’impact est limité. Nous devons élargir notre portée en informant plus largement le grand public de l’existence de ce journal, les autres associations de la possibilité de s’en inspirer et de reproduire l’expérience. Pour aller encore plus loin, nous devons adopter une approche plus proactive dans les réseaux sociaux, en attirant l’attention de médias tels que Brut, suivis par des influenceurs. Même si le buzz est éphémère, il a le mérite d’exister et de susciter des discussions importantes.

Olaf : Merci Vincent pour ta disponibilité et ta franchise.

**https://radioboomerang.com/emissions/lescouade-de-la-rue/*

^[1]Centre d’Hébergement et de Réinsertion Sociale

Alain, entre « le Colonel » et « la Bible »

Alain pourrait être un personnage sorti des *Clochards célestes*, roman de Jack Kerouac qui dresse le portrait d'hommes et de femmes empruntant le difficile chemin de la liberté, de la spiritualité et de la poésie. Mais Alain est bien réel, et le regard qu'il porte sur le monde est sans concession.

Par Juliette Jaffrot

Assis sur une banquette rouge, son café à la main, ses paroles se confondent avec la musique d'ambiance du café bien silencieux à part nous. Alain dans sa veste en cuir noire et avec ses bagues argentées toutes plus originales les unes que les autres, est un homme de 47 ans. Dès le début, il me parle de son enfance, de son passé. Dès sa première année, ses parents l'ont laissé enfermé dans un appartement avec sa sœur. Il a été trimballé de l'hôpital au foyer, et a ensuite atterri dans une famille adoptive. *« À chaque fois que j'arrivais quelque part, l'endroit fermait. Comme si quand j'arrivais y avait un truc qui me disait t'as pas le droit d'être là, casse-toi »*. Lorsqu'il parle de sa famille, de son premier abandon, son visage est fermé. Se retrouver seul lors de sa première année, est pour lui le point de départ de son chemin solitaire. Il a dû apprendre à se débrouiller avec ce qui l'entourait, et cela comprend un environnement avec lequel il se sentait, et se sent toujours, en décalage. *« Mon cerveau n'est pas adaptable à l'école, j'étais souvent à l'écart des autres, je ne cherchais pas à me rapprocher d'eux j'avais besoin d'être dans mon rôle, je ne voulais pas que les gens viennent me prendre la tête. Même aujourd'hui je préfère être seul »*. Ce sentiment d'inadéquation avec le monde est une part importante de ce qui constitue la personnalité d'Alain, néanmoins il ne le perçoit pas comme quelque chose de négatif.

Alain fait partie des personnes qui ont accumulé une diversité d'expériences colossales. Lorsqu'il raconte une histoire il semble s'adresser aux spectres qui l'entourent, l'un d'entre eux étant sa grand-mère biologique chez qui il est allé vivre après une enfance ardue. Par la suite, il a connu ses premiers instants à la rue à 18 ans, est passé par l'armée, puis est retourné à la rue. Depuis, il a alterné entre hébergements d'urgence, squats, moments sans-abri et s'est posé aujourd'hui dans un local abandonné.

En 1998, il a vécu un événement particulièrement marquant. La cicatrice sur sa joue droite témoigne de la balle qui est un jour passée ici. *« Cet épisode de ma vie a tout changé. Quand tu te prends une balle tu fais un gros choc traumatique. Mon cerveau s'est arrêté. Tu vois ton corps allongé à terre et toi t'es pas dans ton corps. C'est une expérience de mort imminente : j'ai fait un arrêt cardiaque et je suis revenu à la vie »*. Depuis, il considère que cet événement continue encore aujourd'hui d'influencer sa vie. Malgré son rejet de l'autorité, il arrive souvent qu'on entende

des gens l'appeler « le Colonel ». Il a passé beaucoup de temps à la rue et de ce fait peut être un repère ou un médiateur pour certains. *« À dire vrai je suis le tampon de tout le monde »*. Lui, de son côté, se positionne en figure presque chamanique face aux expériences des autres personnes à la rue. Il dit réussir à analyser de nombreuses situations et se mettre à la place de ceux en face de lui, prévoyant parfois avant eux le dénouement de leur situation. Il appelle cela le « fluide des ondes ». Si les anecdotes qu'il raconte peuvent parfois sembler surnaturelles, une chose est sûre : Alain a tiré de ses expériences une grande compréhension des autres, qu'il a par ailleurs su mettre à profit en devenant acteur. Se mettre dans la peau d'un autre est ainsi devenu une des activités qui lui permettent d'avoir un certain revenu. Il a notamment fait des petits rôles dans *Baron noir* et *Tour de France* et si vous croisez Alain à l'abej SOLIDARITE, il n'est pas impossible qu'il vous raconte entre autres l'histoire de sa petite altercation avec Gerard Depardieu.

Son regard aiguisé sur le monde associé à son engagement, ainsi que sa connaissance du monde de la rue lui valent parfois le surnom de « la Bible » font de lui une personne qui n'hésite pas à prendre la parole au service des autres. Il a conscience du décalage que lui procure sa position, mais Alain décide de le prendre comme un atout, offrant son analyse du monde à qui veut bien l'entendre. *« Dans le contexte sociétal j'ai l'impression d'être un fantôme »*. En plus de ses activités plutôt tournées vers la culture comme ses rôles dans des films, sa participation à des émissions de radio et même sa pratique de la guitare, Alain s'engage pour faire porter la voix des personnes à la rue et marginalisées. Il est notamment délégué CRPA (Conseil Régional des Personnes Accueillies ou accompagnées) et facilement volontaire lorsqu'un projet nécessite de l'investissement. Finalement, il semble voir le verre à moitié plein puisqu'il agit avec ce que ses expériences à la rue lui ont apporté, notamment un bonne dose d'empathie et une compréhension de l'altérité : *« Que ce soit les bonnes ou les mauvaises, y a des choses à comprendre, comprendre pourquoi l'autre est mauvais. C'est là où tu te construis ton propre raisonnement. Par exemple quand on parle de maladie mentale, il faut comprendre d'où ça vient aussi. Ça ne veut pas dire tout excuser, mais comprendre »*.

Selon lui, le fait d'être tombé à la rue lui a permis de comprendre comment le système est hiérarchisé. Depuis, il cherche à porter cette voix vers le haut, par tous les moyens.



Dans ma vie j'ai rencontré un tas de personnes. Des personnes qui travaillent. Des enfants perdus qui se sont mis à prendre des tas de drogues pour oublier ce qu'ils vivaient. Des femmes qui voulaient sortir de la rue, qui étaient confrontées au manque de structures pour les accueillir. Des étudiants qui ont fait des études, à la recherche d'un travail, qui n'en ont pas trouvé car ils étaient trop diplômés.

Je regarde une politique qui continue à détruire l'être humain, qu'il soit homme ou femme. Même dans le travail social, on se permet de pas donner assez de subventions pour pouvoir gérer la misère que la politique crée. On fait vivre des personnes âgées à la rue sans se soucier de ce qu'ils vont devenir, sans structure pour pouvoir les accueillir. Sans compter le nombre d'enfants de quatorze ans qui se retrouvent à la rue.

Et moi je dois supporter ma vie et regarder leur vie sans trop savoir où on va dans ce monde. Après on s'étonne que rien ne va et on envoie des blindés pour calmer les choses.

Mais à dire vrai, qui se remet en question dans tout ce merdier ?

On retire toujours les mêmes choses pour que notre planète souffre et on ne règle jamais le fond du problème. Ce n'est pas le jour où la Terre manquera d'oxygène qu'on pourra la faire car il sera trop tard pour revenir en arrière. Des décennies seront gâchées. On devra vivre sous scaphandre, sans animaux, ni eau potable. Voilà le résultat d'une politique qui préfère utiliser la Terre et ne pas la comprendre. Plus vous lui faites mal, plus elle vous fera mal.

Après ce que j'en dis, c'est pour les vies futures mais tel que c'est parti, ça fait peur de le penser... Mais faudrait peut être commencer à y penser pour les générations futures.

Alain Pronnier

D'après la FAS, Fédération des acteurs de la Solidarité des Hauts de France, qui publie mensuellement l'Observatoire des demandes d'hébergement dans la région, il y avait en avril 2024 **11907 demandes d'hébergement** au 115, représentant 3078 ménages et 4895 personnes.

Sur l'ensemble de ces demandes, il y a eu **80% de réponses négatives**, soit 9568, dont 7638 pour absence de places disponibles ou compatibles.

En tout, il y a eu **3099 personnes en demande non pourvue** (une augmentation de 9,2 % par rapport au mois précédent), dont **1329 personnes isolées, 133 ménages sans enfant, 435 ménages avec enfants** (dont 869 mineurs parmi lesquels 249 enfants de - de 4 ans) et **14 mineurs isolés** ou en groupe.

Quelques chiffres...

9 157 000 personnes sous le seuil de pauvreté en France en 2021 (8 565 000 en 2020),

29ème rapport annuel L'état du mal-logement en France, 2024

... en même temps...

le montant du patrimoine net moyen des ménages français au deuxième trimestre 2023 est de 446.000 Euros (augmentation de 13% en euros constants par rapport à 2009),

BFM Patrimoine, 1^{er} mars 2024

330 000 personnes sans domicile (143 000 en 2012),

29ème rapport annuel L'état du mal-logement en France, 2024

... en même temps...

3 000 000 de logements vacants en 2023 (1,9 million il y a 20 ans...+50 %),

Chiffres INSEE, Centre d'observation de la société, 26 février 2024

Espérance de vie à la naissance : 80,1 ans pour les hommes et 85,8 ans pour les femmes,

Centre d'observation de la société, 26 janvier 2024

... en même temps...

656 décès dans la rue entre le début 2023 et février 2024 (moyenne d'âge 48 ans),

Collectif Les morts de la rue, RCF, 18 mars 2024

Les cafés suspendus, service à la pointe de la solidarité humaine

L'engagement citoyen en faveur des plus démunis peut prendre des formes inattendues. La mise en place depuis plusieurs années par de nombreux bars, cafés ou restaurants d'un concept importé d'Italie permet à tous de manifester par des gestes simples et généreux une solidarité au quotidien. Parmi ceux-là, l'exemple du Café Citoyen.

Par Pierrot Bouville

En plein cœur de Lille, à deux pas de la place de la République, un café pas comme les autres se dresse face à la petite place du Vieux Marché aux Chevaux. Plus qu'un simple lieu de consommation, le Café Citoyen est un véritable havre de paix portant haut les valeurs de solidarité et de partage collectifs. Au passage de la petite porte d'entrée, une atmosphère chaleureuse et bienveillante y règne, un répit bienvenu à l'agitation urbaine. Au milieu de la décoration fournie, une petite ardoise attire l'attention, au-dessus du moulin à café sur le bar, sur laquelle est noté « Cafés suspendus : 7 ».

Un concept novateur

Le café suspendu, concept emblématique du café coopératif, est un service de solidarité sociale inventé dans les années 1950 dans un café à Naples, qui s'est renouvelé sous le ciel du Nord depuis quelques années, en étant repris dans plusieurs bars, cafés ou bistrot coopératifs. « L'idée c'est qu'une personne achète un café pour que quelqu'un d'autre n'ayant pas les moyens puisse en bénéficier. Ces cafés suspendus sont à 1€, moins chers que les cafés classiques à 1€80. On a un petit compteur au-dessus du moulin à café qui indique le nombre de café restants, et n'importe qui peut venir en prendre. » explique Thibault, employé du café.

Un espace d'inclusion et de diversité sociale

Le Café Citoyen se présente comme un véritable carrefour de rencontres et d'échanges, attirant une clientèle éclectique, entre étudiants, travailleurs, ou touristes : « On a l'avantage d'être dans un lieu de passage de touristes, d'étudiants ou autres qui fait qu'on a ce phénomène d'affluence d'une clientèle très mixte, les gens peuvent arriver par hasard et ça vient augmenter le panorama de public dans notre café. » indique Thibault.

Mais si la clientèle du café est autant



diversifiée, c'est surtout en raison d'une réelle volonté d'inclusion de toutes les classes sociales : « On est dans un secteur où beaucoup de gens travaillent dans la manche parce qu'il y a du passage. On peut être le refuge pour ces personnes-là, en tous cas la porte est ouverte : les gens peuvent venir se poser au chaud, demander un café sur place ou à emporter, recharger le téléphone, aller aux toilettes, etc. »

Il précise notamment la particularité du bar : « Ce qui est particulier c'est que notre bar coopératif a été créé il y a 18 ans et a donc pu s'installer dans le centre, là où aujourd'hui les loyers prohibitifs ne permettraient pas l'installation d'un modèle bio et social avec une marge limitée comme le notre ». En effet le café, fondé en 2005 par des personnes qui travaillaient à la MRES -Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités, une maison associative indépendante regroupant beaucoup d'associations en-

vironnementalistes- qui voulaient ouvrir un bar en ramenant leur public et leur identité de travailleurs de l'associatif.

Le café suspendu au cœur des dynamiques de solidarité sociale

Thibault partage également ses observations sur la dynamique sociale qui anime le Café Citoyen. Des habitués généreux qui achètent des cafés pour d'autres, créant ainsi une chaîne de solidarité invisible mais puissante. Ce geste altruiste témoigne de la camaraderie et de l'esprit de partage qui règnent dans ce lieu unique. Thibault explique : « C'est du bouche-à-oreille qu'on voit très facilement. On a des habitués qui viennent avec une nouvelle tête et qui nous le présentent en lui disant : « Tu peux venir partager ce stock de cafés suspendus dont je bénéficie pour l'instant, mais je te mets dessus aussi. ». Moi je pense

que cela est aussi une forme de partage, de camaraderie de la rue. »

Le concept novateur du café suspendu a pris racine dans cette terre fertile de solidarité, permettant aux personnes dans le besoin de savourer un moment de réconfort autour d'une tasse fumante. Ce concept perdure notamment grâce à la générosité d'un certain nombre de personnes qui arrondissent leur ardoise le midi et avancent ainsi 1, 2, voire même 10 cafés suspendus, faisant tourner le compteur à une moyenne de 5 à 20 cafés suspendus par jour.

Un engagement politique et sociétal prônant les valeurs humaines

Thibault ne cache pas les défis et les moments difficiles rencontrés au cours de ce parcours et évoque des âmes en détresse, des histoires de vie déchirantes :

« Tout cela peut avoir comme effet une concentration extrême de misère dans le bar à un instant, parce qu'il faut savoir qu'au bout d'un moment la rue c'est dur, il y a des gens qui sont à la rue ça va, mais d'autres pour qui ça déborde et ils s'en prennent à eux même ou aux autres. » Les situations de détresse humaine peuvent parfois être déconcertantes, mais l'équipe y remédie sans difficultés : « Notre limite vis-à-vis de cela c'est que tant qu'on se sent bien chez nous, il n'y a pas de sujets, et si ça dégoute des gens de rentrer tant pis pour eux, dans la limite de l'acceptable. Mais tant que ce sont juste des gens en détresse qui sont dans le bar et qui échangent entre eux, c'est comme ça. Ce n'est pas forcément sans conséquences sur l'exercice du travail, sur l'ambiance, même sur nous mentalement, c'est beaucoup de situations de détresse, mais on fait avec, et jusqu'ici ça s'est toujours très bien passé. » poursuit-il.

Il ne manque pas d'évoquer également les petits miracles qui se produisent lorsque la solidarité prend le pas sur l'indifférence. En plaçant la compassion au cœur de chaque interaction, le café offre aux personnes en situation de précarité un réconfort précieux : « Il arrive régulièrement de sortir le désinfectant parce qu'une personne s'est blessée ou autre, parce qu'on le veut aussi par bienveillance. Et ce ne sont pas que les cafés suspendus qui rendent ainsi l'esprit du café, mais cette bienveillance rend légitime le fait de pousser la porte pour les clients, pas que pour aller aux toilettes. »

Le Café Citoyen se distingue ainsi comme un symbole vivant de solidarité et d'humanité, notamment à travers les cafés suspendus qui offrent, au-delà d'une simple boisson chaude, une touche d'humanité dans une société souvent sévère et individualiste ; mais également à travers chaque rencontre et chaque échange, qui tissent des liens invisibles mais indéfectibles, enrichissant le tissu social de la communauté et illuminant le chemin des plus démunis.

Des nombreux établissements pratiquent sur la métropole lilloise le principe du café suspendu, mais de nombreuses variantes existent : repas, journal, bière, baguette, et même journal suspendus. Voici une liste non exhaustive de lieux où l'on peut mettre en application ces gestes solidaires :

Le Café citoyen (bar) : 7 Pl. du Vieux Marché aux Chevaux, 59000 Lille

L'Épicerie équitable (café/épicerie): Halles de Wazemmes, 59000 Lille

Les Sarrazins (bar/restaurant) : 52/54 rue des Sarrazins, 59000 Lille

La Moulinette (bar/restaurant): 105 bld Victor Hugo, 59000 Lille

L'Écart (bar) : 26 Rue Jeanne d'Arc, 59000 Lille

Le Bus Magique (tiers-lieu culturel) : Avenue Cuvier, 59000 Lille

L'Autrement dit (bar) : 14 rue Royale, 59000 Lille

Le Distrot (bar) : 6 rue Georges Maertens, 59000 Lille

Aux Pains Dorés (boulangerie) : 30 rue Léon Gambetta, 59000 Lille

Ephatha (association) : 176 rue de Lannoy, 59000 Lille

Le Polder (café) : 250 Rue Roger Salengro, 59000 Lille

...

Vous pouvez retrouver cette liste sur le site : <https://www.lacloche.org/hautsdefrance-lille>



Aux côtés du Café citoyen, nombreux sont les établissements à pratiquer le principe du café suspendu. Ici, Noé, aux Sarrazins, pose devant l'ardoise qui comptabilise repas et boissons suspendus.

Comment essayer de mieux accueillir et aider les femmes sans-abri ?

L'abej SOLIDARITÉ, qui lutte contre l'exclusion des personnes sans-abri, tente de répondre à cette question. À travers des ateliers et des actions, il cherche à surmonter la méfiance des femmes envers ces lieux d'accueil et ainsi éviter leur invisibilisation.

Par Mia Morel

Il y a toujours du monde devant l'accueil de l'abej SOLIDARITÉ. En entrant, une pièce en longueur s'étend. Sur la gauche, une cabine équipée d'un téléphone et un ordinateur est à disposition. Plus bas, on trouve l'accueil, où des salariés discutent et apportent leur soutien. En longeant la pièce, on remarque des tables et des chaises, presque toutes occupées. Les gens dorment, discutent, ou regardent leurs téléphones. L'endroit grouille de vie, avec des éclats de rire, des voix qui s'élèvent, et des conversations à voix basse. Une bénévoles joue à un jeu de société avec quelques personnes. En avançant, sur la gauche, des bénévoles se tiennent derrière un comptoir, prêts à répondre aux demandes. Au deuxième étage se trouvent les bureaux et les salles des infirmières et des psychologues. Ce qui frappe immédiatement, c'est l'absence notable de femmes. Où sont-elles ? L'organisme est rempli de personnes masculines, et les rares présences féminines visibles sont des bénévoles ou salariées. Les femmes sont-elles exemptées de la précarité et donc de la rue ? La réalité est bien moins idyllique.

Des femmes souvent invisibles, particulièrement vulnérables et cachées pour échapper aux violences de la rue

En citant le rapport de la fondation Abbé Pierre, 38% des 330 000 personnes sans abris sont des femmes. Ce chiffre est en constante augmentation. Mais accueillir des femmes sans-abri est une tâche délicate. Ces femmes sont souvent invisibles, particulièrement vulnérables et cachées pour échapper aux violences de la rue. Elles sont souvent méfiantes en raison de traumatismes passés et/ou de violences subies. Lors de la délégation aux droits des femmes, le 8 avril 2024, quatre chercheuses ont souligné l'inadaptation des dispositifs d'aide et d'hébergement d'urgence pour accueillir le sexe féminin. En effet, les témoignages rapportés de l'abej SOLIDARITÉ disent qu'elles se sentent perçues comme de la « chair fraîche » et qu'elles ne se sentent « pas trop en sécurité » dans ces lieux. Consciente de cette réalité, l'association a essayé de développer des dispositifs adaptés pour créer un environnement sûr et rassurant. Les femmes font face à des défis spécifiques qui rendent leur survie et leur réinsertion encore plus difficile. Le réseau « Entourage » rapporte que 36% de femmes sans abri déclarent avoir été vic-

times de violences durant leur enfance. Parmi elles, nombreuses sont celles qui viennent d'un pays étranger qu'elles ont quitté pour échapper à un mariage forcé ou à des mutilations génitales. D'autres se retrouvent à la rue après avoir fui les violences de leur conjoint. Il est plus difficile d'accéder à la justice féminine car elles sont souvent en errance. Contrairement à de nombreux hommes qui restent au même endroit, elles changent de coin, de quartiers et même de villes pour éviter d'être repérées. Le fait d'être sans cesse en état de méfiance et de stress développe chez certaines femmes des troubles psychiques. Marine a remarqué ce phénomène avec une femme arrivée il y a un an : « Au départ, elle avait un discours cohérent, avec bien sûr une rupture de parcours à un moment donné, mais la rue l'a fait glisser gravement dans les troubles psychiques... maintenant, elle est méconnaissable, avec des délires, des incohérences sévères qui mènent à des mises en danger. »

Consciente de cette réalité, l'association a essayé de développer des dispositifs adaptés pour créer un environnement sûr et rassurant.

L'organisme de l'abej SOLIDARITÉ avec l'initiative de Camille Casimir, psychologue, et l'implication de travailleuses sociales comme Stacy et Marine, met en place des dispositifs audacieux pour tenter de mobiliser les femmes et répondre à leurs besoins.

Pour aider ces femmes à surmonter leurs peurs et à se reconstruire, l'association a mis en place des groupes de parole. Bien que ces groupes n'attirent que peu de participantes en raison de leur crainte, ils offrent un espace sécurisé où les femmes peuvent partager leurs expériences et exprimer leurs émotions. En plus de parler de leur accueil, ces ateliers proposent des activités comme des pique-niques et des ateliers coiffure, visant à créer du lien et à encourager la sortie de l'isolement.

En début d'année, du fait du manque de femmes, le groupe a choisi d'échanger avec les hommes. Les intervenantes œuvrent à changer les mentalités en menant des actions de sensibilisation auprès des hommes sur des sujets comme les violences faites aux femmes, au consentement ou aux questions de genres. Des activités telles que des ciné-débats autour du film Barbie et des discussions sur la violence psychologique et physique via des outils comme le photo-langage seront organisées. Ces initiatives visent

à déconstruire les stéréotypes de genre et à promouvoir des comportements respectueux et non violents. Le témoignage de Fabienne, une des rares femmes à s'ouvrir lors des rencontres dans l'organisme, souligne la difficulté de la situation. Contrairement à d'autres, elle ne subit pas de violences car elle sait « se défendre et s'entourer » dit-elle, mais la rue reste un « endroit de survie ». Pour l'avenir, l'organisme prévoit l'ouverture d'un nouvel accueil de jour à Porte des Postes d'ici un an. Afin de mieux accueillir un public féminin, l'organisme réfléchit sur l'agencement comme proposer des sanitaires et des lieux de repos spécialement adaptés aux besoins des femmes. De plus, un questionnaire a été mis en place pour mieux comprendre leurs besoins en produits d'hygiène, avec l'ambition de créer des trousseaux adaptés.

Par ses actions concrètes et novatrices, abej SOLIDARITÉ démontre qu'il est possible de faire face à la complexité de l'exclusion sociale des femmes sans-abri. En offrant un soutien adapté et en travaillant à la transformation des mentalités, elle pose les bases d'une société plus inclusive et solidaire. Ses efforts méritent d'être salués et soutenus, car ils montrent la voie vers un avenir où chacun trouve sa place.

La Maison Corinne Masiero

Le 8 mars 2024, en partenariat avec l'association CèdrAgir, l'abej SOLIDARITÉ a inauguré un centre expérimental destiné à accueillir des femmes usagères de drogue en situation d'errance dans la Métropole Lilloise. Ces femmes vivant dans la rue rencontrent de nombreuses difficultés : poly-consommation, incluant majoritairement la cocaïne basée ou le crack, troubles comportementaux significatifs et un mode de vie incompatible avec les règlements des autres structures d'accueil. De plus, toutes ces femmes sont victimes de violences sexuelles et nécessitent un abri sécurisé pour entamer un parcours de réinsertion.

Sur proposition des femmes accueillies, l'association a sollicité Corinne Masiero, qui a généreusement accepté de donner son nom à ce lieu, désormais appelé « Maison Corinne MASIERO ». Ce choix est symbolique car Corinne Masiero a elle-même connu la rue, la drogue, et la prostitution. Elle s'est exprimée ouvertement sur son parcours, les épreuves traversées et la violence subie. À travers ses prises de parole et son art, elle défend les exclus, les opprimés et dénonce toutes formes de violences et d'injustices sociales. Elle est souvent la voix des invisibles, notamment des intermittents, des personnes sans-abri et en particulier des femmes. Elle dénonce les violences sexuelles et met en lumière les femmes sans abri dans ses œuvres cinématographiques.

Au sein de la Maison Corinne Masiero, tout est mis en œuvre pour accueillir ces femmes marginalisées avec respect et empathie, suivant une philosophie axée sur la réduction des risques et des dommages. Les premiers résultats sont très positifs, et nous espérons que cette expérimentation sera pérennisée afin de continuer à offrir une solution à ces femmes en grande précarité.



Paroles entendues à la laverie...

Un samedi entre 11 heures et midi, devant la laverie rue du Faubourg de Roubaix à Saint Maurice-Pellevoisin, une femme fait discrètement la manche sur le pas de la porte...

Par Olaf Wotschke

Elle se fait aborder par un homme qui monte dans sa voiture.

- Ça va ?
- Ça va, merci.
- Tu veux faire un tour ?
- Non merci.

Quelques instants plus tard, un autre homme l'aborde et lui offre un café. Un échange bienveillant s'installe. Elle raconte facilement son parcours à cet homme qu'elle semble avoir déjà croisé. Elle a 44 ans, est née à Lesquin, d'origine espagnole, algérienne et ch'ti. Elle a une chambre quelque part. Elle se déplace avec une béquille.

« Je suis un poster, la plupart des gens baissent les yeux, on ne me regarde pas... »

Si je me mets debout, on me respecte, on me dit bonjour, sinon, non...

Je me suis fait cracher dessus, jeter de la bière sur moi, des mégots...

Au PMU du coin, pour faire pipi, il me demande de consommer. « T'es une clocharde, tu vas me boucher les toilettes ». Mais je suis propre, moi... Il m'a presque fait pleurer...

La mendicité est interdite... Si ils t'arrêtent, c'est 135€...

Je passe bien, donc la police me laisse tranquille...

Faire un tour dans la voiture, cela m'arrive tous les jours. Je garde ma dignité, au moins...

L'argent, ce n'est pas pour l'alcool ou la drogue.

Le métro, tout le monde est en train de se droguer le soir...

Je vois les autres, elles sont piquées de partout... moi, mon seul défaut, c'est la cigarette...

J'ai des filles de 26 et 24 ans. Mon fils, 21. Et la dernière a 10 ans. Elle est placée à Marseille. J'y vais tous les 15 jours. Elle est en foyer. Elle est protégée.

Faire la manche ici, c'est sécurisant... J'ai ma fierté aussi. À la gare, je risque de croiser mes enfants. Et puis Euralille, les gares, c'est trop dangereux pour une femme, surtout le soir.

Il y a deux jours, je me suis faite agresser. Il m'a donné une bonne claque...

...Soit c'était se faire frapper encore et encore, soit c'était la rue...

La première fois qu'il m'a frappée, il a pris 5 ans... 18 plaintes... J'ai eu la mâchoire déplacée et la colonne verté-

brale cassée... J'étais en fauteuil roulant. Un an après, mes dents... J'ai une prothèse en haut et en bas... Il m'a frappée par derrière, tout a explosé à l'intérieur quand les coups sont tombés...

Je préfère dormir dehors que près de lui.

J'étais frappée pendant 11 ans. Maintenant, il ne faut pas me toucher... Un homme qui me frôle, j'ai cette réaction de peur.

Malheureusement il faut un drame pour que...

Ce film, il me représente... Une femme qui tue son mari après des années de violence. Marc Lavoine joue dedans, l'avocat... Le nom de la femme, c'est Ange... À la fin du film, j'ai pleuré : le juge lui dit qu'elle peut rentrer avec ses enfants. »

Parents à la rue : briser le tabou

Si les enfants sans-abri sont systématiquement pris en charge et placés en foyers, pour les parents demeurant en situation de précarité, c'est la plupart du temps la sensation d'une séparation forcée qui prédomine. La parentalité des sans-abri est un sujet peu abordé, souvent tabou pour ceux qui souffrent psychologiquement de cette séparation. Pour un grand nombre d'entre eux, être parent représente une motivation pour aspirer à une vie meilleure, mais ces espoirs se heurtent à la dure réalité de cycles répétitifs de précarité...

Par Justine Clastre

Le jour de l'entretien, nous étions stupéfaits autour de la table. Malgré les épreuves qu'elle traverse, un sourire semble figé sur le visage de Fabienne. À la question "Qu'est ce qu'on peut te souhaiter pour l'avenir ?", elle répondit sans hésiter : "La meilleure chose qu'on peut me souhaiter, c'est que je retrouve mes filles et mes petites-filles", et l'atmosphère changea. Alors que rien ne semblait ébranler cette femme au caractère impressionnant, nous découvri-
ons sa vulnérabilité cachée.

C'est un sujet qui ne surgissait pas spontanément dans nos conversations, mais nous réalisons que beaucoup étaient confrontés à des situations similaires. Lorsque nous rencontrons des personnes démunies dans la rue, il est souvent difficile d'imaginer que derrière ces individus en apparence isolés se cache souvent une famille, parfois même des enfants. C'est un aspect négligé du problème des personnes sans-abri, pourtant, en 2012, une enquête de l'Insee révélait qu'un sans-abri sur trois était père d'un ou plusieurs enfants qui ne vivaient pas avec lui.

Un sujet tabou, surtout pour les pères

Quand on se penche sur le sujet, les cas sont multiples ; nombreux sont les pères qui n'ont plus de nouvelles de leurs enfants depuis la séparation avec la mère, d'autres ont des enfants placés tandis que d'autres encore tentent tant bien que mal d'allier leur rôle de parent avec leur situation de précarité. Ce qui semble cependant être commun à la majorité des cas, c'est la sensibilité vis-à-vis du sujet, voire une forme de tabou, en particulier chez les hommes. En effet, les hommes sans domicile qui évoquent spontanément leurs enfants ne sont pas majoritaires. Les travailleurs sociaux et les chercheurs le disent : la question des enfants est l'une des plus douloureuses pour eux. Ainsi, le plus souvent, la présence d'enfant est tue, et il n'est pas rare que leur existence soit découverte après plusieurs mois de prise en charge ou au cours d'un récit voulu banal par l'homme accompagné.

Au cours des enquêtes sociologiques, on constate que la maternité des femmes sans domicile est souvent présentée comme un objectif central de l'intervention sociale. La paternité est, a contrario, absente de la plupart des dispositifs étudiés, mais aussi des discours que les professionnels tiennent sur leurs pratiques d'accompagnement social et l'accompagnement des hommes est surtout axé sur son rôle de citoyen dans la sphère publique (les rendre employables, acquérir une autonomie sociale...)

L'assistance aux hommes et aux femmes sans abri est souvent influencée par des normes traditionnelles de genre. Pour les hommes en particulier, exprimer le désir d'être parent ou d'exercer son rôle de parent peut être perçu comme une menace pour leur identité masculine, qui valorise souvent la retenue émotionnelle et la virilité solitaire, surtout dans un contexte où leur identité sociale de genre s'avère malmenée puisqu'ils sont assistés dans un espace social où les femmes sont surreprésentées. Revendiquer le rôle de père peut alors compromettre cette image masculine qu'ils cherchent à maintenir.

Cependant, ce n'est pas seulement l'image renvoyée aux travailleurs sociaux qu'il faut conserver, mais aussi l'idée du père fort dans l'imaginaire des enfants. Ainsi, lorsque les hommes sans domicile acceptent de parler de leur vie

familiale, ils évoquent parfois l'envie de protéger leurs enfants en leur cachant la vérité sur leur situation, ou en minimisant les difficultés qu'ils rencontrent. Les enfants ne connaissent pas toujours la situation de leur père, notamment par rapport au logement. En dévoilant ce qu'ils vivent comme des échecs à leurs enfants, le risque encouru est une perte d'estime. Par cette perte de reconnaissance, on peut émettre l'hypothèse que la réaction des enfants peut s'avérer plus destructrice que les comportements des passants ordinaires. Ils sont ainsi nombreux à affirmer qu'il vaut mieux être « un père mort qu'un père SDF ».

La séparation, souvent vécue comme une souffrance

Si la parentalité est un sujet tabou pour les pères ou mères séparés de leurs enfants, c'est aussi lorsque celle-ci est synonyme de douleur, en particulier lorsque la séparation est imposée et ne résulte pas de leur choix. Lors d'une séparation, la charge revient souvent à la mère: en 2015, 75% des enfants étaient déclarés à charge exclusive par la mère après une séparation, et 15% étaient en garde alternée. En outre, un obstacle pratique s'impose : lorsque le parent n'a pas de logement, où peut-il recevoir ses enfants ? Dans ces cas là, il peut alors faire recours au service médiatisé, cette mesure prise dans le cadre de la protection de l'enfance permet à un parent de

voir son enfant dans un lieu précis, souvent en présence d'un éducateur, mais cela est loin d'être suffisant pour permettre de créer un lien familial.

Lors de notre conversation avec Fabienne, elle nous révèle que c'est la première fois qu'elle passe Noël sans ses enfants. Ayant élevé seule ses deux filles, qui sont maintenant mères de deux petites filles, Fabienne a dû les quitter il y a un an pour tenter de reconstruire sa vie dans le nord, à partir de rien, par crainte de devenir un poids pour elles : "Elles ont voulu m'aider, mais moi j'ai refusé" nous confie-t-elle. Sa fille lui a reproché : "Tu t'en vas, mais tu ne penses pas à nous", une phrase qui résonne toujours dans son esprit. Elle insiste sur le fait qu'elle part précisément pour ne pas être à leur charge et attend d'avoir une situation plus stable pour reprendre contact avec elles. À présent, ses seules interactions avec ses filles se font par l'intermédiaire de ses petites-filles, tandis qu'elle craint qu'elles ne lui pardonnent pas. Elle nous confie alors que cette séparation constitue sa plus grande souffrance : "C'est le côté de moi que personne ne voit. Derrière mon sourire constant, j'ai mes faiblesses, comme tout le monde."

Une source de motivation

Malgré la douleur évidente qu'elle ressent en évoquant sa situation, Fabienne nous confie que l'envie de revoir ses en-

fants constitue l'une de ses principales raisons pour continuer à se battre, c'est la raison pour laquelle elle s'accroche.

Lorsque tout s'effondre - vie professionnelle, sentimentale, accès au logement - le rôle parental peut devenir une sorte de bouée, dans l'espoir d'un jour avoir les capacités de revoir ses enfants, d'en avoir, mais aussi de leur donner un meilleur avenir. Dans son travail sur les pères précaires, la sociologue Agnès Martial relevait dans certains cas une forme de surinvestissement dans le rôle parental, certains s'efforçant à subvenir au désir de leurs enfants, quitte à devoir faire la manche ou se priver de manger.

Père depuis deux mois, la parentalité n'est pas un sujet tabou pour SY, qui raconte fièrement la naissance de son fils. Bien que cette naissance n'ait pas été planifiée au départ car il était conscient de sa situation précaire, il estime aujourd'hui que c'est sa principale motivation pour trouver une situation plus stable. La mère est en foyer dans une autre ville, alors il ne peut ne peut voir son fils que toutes les deux semaines ; pour autant il n'est pas envisageable pour lui de délaissé son rôle de père, lui qui a du attendre un mois pour être reconnu comme le père de son enfant suite à la perte de ses papiers (une situation fréquente pour les personnes sans abri). Bien que sa situation soit difficile, il souligne l'aide mutuelle dont il bénéficie depuis son arrivée en France il y a six ans, notamment grâce à des rencontres

sur lesquelles il sait pouvoir compter.

Son autre source de motivation, c'est l'espoir qu'il place dans son fils, estimant que ce dernier aura de meilleures opportunités éducatives en France qu'il n'en aurait dans son pays d'origine : "Je veux que mon enfant saisisse les opportunités que je n'ai pas eues, notamment en matière d'éducation en France." C'est ce qui lui donne espoir pour l'avenir, imaginant que son fils puisse mieux s'en sortir que lui-même, envisageant même de donner la priorité à une éducation privée pour son enfant. Plusieurs parents gratifient leur progéniture d'une sorte de mission héroïque dans l'espoir de ne pas répéter l'histoire parentale, et peut-être, plus spécifiquement, réparer les blessures du passé et (re)trouver une place au sein de leur famille et de la société.

Un schéma qui se répète

Cependant, cette mission reste souvent difficile à atteindre. Elise, infirmière à l'abej SOLIDARITÉ, nous confie : "Ce qui m'interpelle c'est que la plupart des personnes qu'on accueille ici ont connu les foyers enfants ou ont perdu un parent très jeune et on a l'impression que c'est un cercle sans fin, car eux même ont des enfants placés"; "C'est comme une boucle qui ne s'arrêtera jamais, c'est très perturbant". En effet, parmi les sans-domicile nés en France, la proportion d'individus ayant côtoyé les foyers s'élève à 26%, alors même que ce public ne représente que 2 à 3 % de la population générale", rappelle la Fondation Abbé Pierre. En s'appuyant sur des travaux de recherches, la fondation explique cela par plusieurs raisons. Notamment, ils analysent que l'Etat devant prendre en charge ces enfants jusqu'à leurs 18 ans, ils doivent ensuite se débrouiller seuls financièrement à leur majorité tandis qu'ils n'ont pas toujours les moyens financiers ni le soutien familial pour accéder à un logement. Ils se tournent donc vers les dispositifs d'hébergement d'urgence. D'autres chercheurs mettent aussi en évidence le fait qu'ils peuvent moins compter sur des liens sociaux forts que le reste de la population, puisqu'ils ont souvent connu plusieurs foyers ou plusieurs familles à plusieurs endroits différents. Enfin, le rejet de l'institution de l'aide sociale à l'enfance fait que certains d'entre eux ne demandent pas les aides auxquelles ils ont le droit

Bénéficiaire de l'abej SOLIDARITÉ, Alain analyse aussi cela par rapport à son parcours "J'ai été placé jeune et je me retrouve finalement à devoir placer mes enfants car les logements qu'on me donne ne sont pas aux normes"; "T'as l'impression d'être le bouc émissaire de la société, c'est les mêmes erreurs qui se représentent tout le temps, t'as l'impression d'être noyé dans le système". De plus, il affirme que les gens qu'il connaît récupérant leurs enfants placés se confrontent souvent au fait qu'un déséquilibre s'est créé avec un enfant qui s'est construit "dans l'affrontement permanent avec la vie".

Elise nous affirme que beaucoup de bénéficiaires de l'abej SOLIDARITÉ confient un désir de devenir parent, en particulier chez les femmes, mais que l'approche principale consiste à leur expliquer que le moment n'est peut-être pas idéal et qu'il serait préférable d'attendre d'avoir une situation plus stable, tout en encourageant l'utilisation de la contraception.



L'accès aux soins, inexorable lutte des sans-abris

La lutte quotidienne pour leur santé et les difficultés qu'elles subissent pour l'accès aux soins constituent l'une des réalités les plus brutales des personnes vivant à la rue. Témoignage d'Élise, infirmière à l'abej SOLIDARITÉ.

Par Pierrot Bouville

Les personnes sans domicile fixe qui habitent nos villes et nos rues sont confrontées à des défis immenses bien souvent méconnus des habitants : l'hygiène et la santé. La réalité précaire et brutale de la rue forme un rempart invisible mais puissant entravant l'accès aux soins, causé par des difficultés financières comme administratives. Ainsi, l'une des missions des associations d'aide aux sans-abris se trouve dans l'accompagnement médical des patients, qui permet un remède relatif à l'absence de prise en charge.

Une mission humaine au service des plus vulnérables

Alors que l'accès aux soins est un droit, les individus à la rue sont confrontés à une lutte quotidienne pour leur bien-être, et leur survie. "Notre travail, c'est de permettre aux personnes sans-abris de prendre soin d'elles et de leur santé" explique Élise, infirmière à l'abej Solidarité. Au sein de cette association, aucune barrière administrative, ou financière n'entrave l'accès aux soins de santé pour les patients. "On suit tout le monde, les patients avec ou sans droit ouverts à la sécurité sociale, il n'y a pas besoin d'avoir une carte vitale" souligne-t-elle, mettant en avant l'inclusivité de leur approche.

Les soins d'hygiène occupent une place centrale dans le quotidien des sans-abris. "Les personnes n'ont pas forcément de quoi se changer, elles n'ont pas forcément accès à des douches" déplore-t-elle. Pour pallier cette carence, l'abej SOLIDARITÉ déploie des efforts considérables. "Au niveau de la prise en charge, on a donc énormément de soins d'hygiène" indique Élise. L'association met à disposition une douche spécialement dédiée aux personnes dans le besoin de se laver. "On leur propose un traitement local, un traitement de leur linge avec la blanchisserie, ainsi qu'une douche et un change" précise-t-elle, détaillant l'approche adoptée pour garantir l'hygiène et le bien-être des bénéficiaires.

Un enjeu sanitaire crucial : la pédicurie

Les pieds, parfois négligés mais essentiels à la mobilité et au bien-être, posent des défis particuliers pour les personnes sans-abri. "On fait beaucoup de soins de pieds" révèle Élise. Les personnes sans-abri sont confrontées à des obstacles uniques en matière d'hygiène podale. "Les sans-abris ne peuvent pas enlever leurs chaussettes et leurs chaussures au risque de se les faire voler" explique-t-elle, pointant du doigt une situation de cercle vicieux où la précarité accroît les risques pour la santé.

La vie dans la rue implique souvent de longues marches, avec bien souvent de lourdes charges, exacerbant les problèmes aux jambes : "Le fait de devoir marcher énormément pour ces personnes, avec pour la plupart des sacs très lourds qui contiennent toute leur maison, crée beaucoup de problèmes plantaires" constate Élise. Cette réalité physique, combinée aux conditions météorologiques souvent hostiles, aggrave encore davantage les problèmes de santé des pieds.

"On est à Lille, il pleut beaucoup" rappelle-t-elle, soulignant un aspect climatique qui accentue souvent les difficultés sanitaires des sans-abris. Les pieds mouillés, en contact prolongé avec des chaussettes humides, deviennent rapidement des terrains propices aux infections et affections cutanées. "Ils se retrouvent les pieds mouillés sans enlever les chaussettes, sans pouvoir se laver" déplore-t-elle, décrivant une réalité où l'absence d'accès à des installations sanitaires adéquates exacerbe les risques pour la santé.

Pour répondre à ces défis, l'abej SOLIDARITÉ a mis en place une initiative essentielle : des soins de pieds quotidiens, en partenariat avec une pédicure, soulignant l'engagement continu de l'association à fournir des soins spécifiques de qualité à ceux qui en ont le plus besoin.

Des groupes de paroles comme soins psychologiques éminents

Au-delà des soins physiques, Élise souligne l'importance des soins psychologiques et émotionnels pour les personnes sans-abri. « Je fais des soins mais aussi des groupes de parole, de la gestion des situations complexes, des

consommation d'alcool. Élise explique : "On va parler de pourquoi on boit, comment on boit, comment on se sent quand on a bu, les notions de plaisir, de partage, de libération de la parole, qu'est ce qui influe les consommations, et autres". Ces discussions permettent aux participants d'explorer les motivations derrière leur comportement, d'identifier les facteurs déclenchants et de développer des stratégies pour réduire leur consommation.

Malgré les défis, Élise reste optimiste quant à l'impact de ces groupes de parole. "Rien que de pouvoir en parler cela peut permettre de réduire les consommations" affirme-t-elle, soulignant l'importance de donner aux participants

justifiée, car le jugement sur les personnes à la rue quant à leur prise en charge médicale peut être très lourd.

Un exemple frappant de cette discrimination aux soins est partagé par Élise : "La dernière fois un monsieur faisait un malaise assez sérieux en bas, pour moi c'était clair qu'il faisait une embolie pulmonaire, il en avait tous les symptômes". Malheureusement, les secours ont présumé qu'il s'agissait simplement d'un cas de toxicomanie en raison de son statut social. "Ils ont dit : « C'est encore un toxico on est à l'abej » et malgré qu'il ne soit vraiment pas bien, ils l'ont fait marcher depuis l'intérieur de l'abej jusqu'à l'ambulance. Alors que ce monsieur,

leur seul repère, ce qui fait que toute leur vie s'organise autour du produit : il n'y a rien qui compte plus que ça. Ils luttent contre le manque et à des moments où ils devraient aller voir un médecin, ils partent faire la manche pour pouvoir s'acheter leur produit". En effet, les repères à la rue demeurent d'une importance extrême dans la vie des sans-abris, amplifiée souvent par la dépendance.

Ce constat est d'autant plus poignant lorsque Élise évoque le décès d'une jeune fille qu'elle accompagnait : "On a perdu une jeune fille qui avait 24 ans, et qui est décédée l'année dernière. Pourtant on l'avait repérée et on était dix-mille associations autour d'elle et on essayait tout et de voir les gens dégringoler comme ça malgré tout ce qu'on peut mettre en place, c'est dur". Malgré les efforts déployés par les professionnels pour soutenir les personnes en situation de précarité, la réalité de la dépendance peut parfois être accablante.

Changer d'approche, changer de paradigme

Élise exprime la frustration et le désespoir ressentis face à l'impuissance de voir des individus sombrer malgré tous les efforts déployés pour les aider : "C'est dur de se retrouver face à l'impuissance de personnes qui se détruisent elles-mêmes, sans rien pouvoir faire malgré tous les efforts qu'on produit". Cette impuissance met en lumière les limites du système actuel et souligne la nécessité d'une approche plus globale et mieux coordonnée pour répondre aux besoins complexes des personnes sans-abri.

À travers ces témoignages poignants, Élise met en lumière la complexité des défis auxquels sont confrontées les personnes sans-abri en matière de soins de santé et d'hygiène. Ces défis ne peuvent être surmontés qu'avec une action collective et une volonté politique renforcée pour garantir l'accès à des services médicaux de qualité. Ainsi, le combat contre les déterminants sociaux de la santé qui maintiennent les personnes sans-abri dans la précarité, doit passer par la lutte contre la stigmatisation qui entrave leur accès à des services médicaux essentiels.



liens avec le réseau, de l'aide au soins santé » révèle-t-elle, soulignant la volonté poussée du personnel à aborder les problématiques de santé sous toutes leurs formes.

Parmi ces initiatives, un café-santé se démarque comme un espace de discussion ouvert et inclusif. Élise explique : "On a mis par exemple un groupe de paroles en place qui s'appelle « Qu'est-ce qu'on boit ? ». Dans un cadre informel, les participants sont invités à partager leurs expériences et leurs réflexions sur la consommation d'alcool.

Ce choix peut sembler controversé, mais Élise explique le raisonnement derrière cette approche : "Ça peut paraître bizarre de payer de l'alcool à des personnes qui sont dépendantes à l'alcool mais de toute façon elles sont déjà dépendantes et ce n'est pas une consommation qui changera". Au contraire, l'objectif est de créer un espace sûr où les participants peuvent discuter de leur relation à l'alcool sans jugement ni pression.

Élise souligne également l'importance de la réduction des risques dans cette démarche. "Se poser, s'asseoir pour boire son alcool, c'est différent que de le boire entre la halte de nuit et l'accueil de jour vite fait le matin à 8h. Et ça ne fait pas du tout le même effet de boire une 8.6 50cl en 4 minutes, que de s'asseoir posément, et de boire une bière qu'on a choisie." explique-t-elle, mettant en évidence la différence entre la consommation précipitée habituelle de la rue et une expérience plus réfléchie et contrôlée. "En fait ça renvoie aussi au droit commun et à la normalité, la plupart des personnes ça fait des années qu'elles ne sont pas assises dans un bar, dans un café, pour parler, comme tout le monde." ajoute-t-elle.

L'objectif de ces groupes de parole va au-delà de simplement discuter de la

le pouvoir d'agir sur leur propre santé et de leur bien-être.

Les refus de soins, un fléau chez les personnes à la rue

Élise soulève une problématique cruciale concernant l'accès aux soins pour les personnes sans-abri : les refus de soins. Elle explique : "Les refus de soins sont un fléau à la rue, les patients viennent se faire soigner au dernier moment souvent dans un état critique". Ce comportement est souvent motivé par la dépendance aux substances, les individus craignant de ne pas pouvoir consommer s'ils se rendent à l'hôpital.

Cette situation est complexe à gérer, comme l'explique Élise : "Quand la personne refuse, à part si elle fait un malaise dans la rue et est inconsciente, il est impossible de la forcer à se soigner". En effet, même face à des problèmes de santé graves, la législation ne permet pas, à part dans des cas de graves troubles psychiatriques qui occasionneraient des mises en danger de la vie d'autrui, d'obliger une personne sans-abri à accepter des soins médicaux.

La discrimination joue également un rôle crucial dans cette dynamique. Élise témoigne : "Le patient prend peur du jugement et du regard des autres, sur une personne à la rue qui arrive à l'hôpital". Cette peur de la stigmatisation peut dissuader les sans-abris de chercher de l'aide médicale à temps, une peur souvent

pas du tout toxicomane, faisait une embolie pulmonaire massive et aurait pu faire un arrêt cardiaque à tout moment rien qu'en faisant ce petit trajet à pieds, mais les ambulanciers avaient décidé que c'était un toxico de l'abej..." Cette situation met en lumière les préjugés qui persistent dans le système de santé à l'égard des personnes sans-abri, compromettant souvent leur prise en charge médicale.

L'addictologie, énième défi du centre de santé

Élise aborde également des difficultés supplémentaires liées à la consommation de drogues à la rue, dans laquelle tombent beaucoup de jeunes. Elle partage son constat alarmant : "C'est pour moi une des choses qui m'a le plus marqué, les jeunes deviennent dépendants à la cocaïne ou l'héroïne, mais à tel point que le produit a pris toute la place dans leur vie et celui-ci devient



Pourquoi je suis venu en France

Par SY

Je suis né le 15 juillet 2002 à Conakry, en Guinée, j'ai donc 22 ans.

Mon père a deux femmes. J'ai 4 frères et sœurs de même mère et même père. Ma mère avait sa maison, et ma marâtre également. Mon père circulait entre les deux maisons pour rendre visite à ses femmes.

Je suis allé à l'école « Afrique Élite » à Conakry, quartier Dabomba, jusqu'à la 7e année. Je jouais au football en dehors de l'école. Je suis musulman et pratiquant. Je viens d'une famille qui pratique la religion.

Tout a commencé lorsque mon père est tombé malade en 2016. Il présentait des difficultés pour se déplacer, il avait de gros problèmes liés à la tension. C'est à ce moment que ma marâtre, la deuxième femme de mon père, a commencé à créer des problèmes à ma mère et à ses enfants. Elle a voulu vendre les biens de ma famille (qui appartenaient à mon père et à ma mère). Il s'agissait de biens matériels et de terrains. Ma mère s'est opposée à cela, mais ma marâtre et ses enfants se sont ligués contre nous. Mon père a essayé d'intervenir, mais son état de santé l'en a empêché.

Pour mener à bien ces ventes, ma marâtre avait besoin de documents qui lui manquaient. C'est ma mère et nous qui possédions l'autre partie de ces documents. Un jour, en 2017, elle est venue vers nous pour nous réclamer les papiers. Nous avons refusé de les lui donner. Elle nous a alors menacés de mort. J'étais effrayé parce que je la savais capable de beaucoup de choses. Elle est devenue de plus en plus violente avec nous et avec moi en particulier. Elle me frappait et me jetait souvent des objets lourds au visage. C'est ainsi que j'ai été blessé à l'œil.

Ma marâtre connaît les traditions et les techniques de maraboutage. Ses parents étaient des karamoko, elle a grandi dans cet apprentissage depuis son plus jeune âge. Elle a à plusieurs reprises fait des choses étranges devant nous, elle était capable de forcer les gens à faire des choses contre leur volonté.

En juin 2018, mon père et ma mère sont partis au village, à Sigui, pour obtenir des traitements pour mon père. Ils nous ont confié, nous les enfants, à Mamadi Sylla, le cousin de mon père.

Le 16 juin, ma grande sœur devait rentrer à la maison, sur le chemin du retour de son travail. Elle n'est jamais arrivée. Le lendemain matin, nous étions tous très inquiets. Le cousin de mon père est alors parti à la police pour faire une déclaration de disparition.

Les policiers ont enregistré sa déclaration et ont commencé à faire des recherches dans tout le quartier pour retrouver ma sœur.

C'est le 19 juin 2018 que le corps de ma sœur a été retrouvé proche de la maison. Son corps venait d'être déposé, parce que nous avions regardé dans cette zone de nombreuses fois les jours précédents. Les policiers sont venus, ils ont pris le corps pour faire des expertises. Une enquête a été ouverte. Mais rien n'a abouti. Ils n'ont pas trouvé le responsable. Nous avons fait la déclaration à la police pour accuser ma marâtre car nous étions certains qu'elle était la responsable de sa mort.

Tout le quartier s'est mobilisé face à cet événement pour faire remonter la nouvelle à mes parents qui se trouvaient au village. Seule ma mère est venue. Mon père était trop souffrant pour se déplacer.

Ma mère est allée à la police pour avoir des nouvelles de l'enquête. À chaque fois, ils lui disaient qu'ils étaient en train de chercher le coupable, sans réponse effective. Ma mère savait pertinemment que c'était ma marâtre qui avait tué sa fille et qu'il ne pouvait y avoir aucune preuve face à cela. Au vu des accusations que nous portions sur ma marâtre à la police, celle-ci a commencé à proférer des menaces encore plus importantes vis-à-vis de ma famille. Elle a promis que personne ne sortirait de cette histoire vivant. Elle nous a dit qu'il fallait aussi comprendre pourquoi mon père était malade, que ce n'était pas le fruit du hasard. Elle nous a menacés en nous disant qu'à la mort de mon père aucun enfant de ma mère ne serait encore en vie. Face à ces menaces, ma mère m'a supplié de quitter la Guinée, parce que j'étais son plus grand fils, même si j'étais encore mineur. Elle ne voulait pas que je meure dans cette histoire. Je ne voulais pas quitter mon pays, je n'étais qu'un enfant, j'avais trop peur de partir à l'aventure. Mais je n'ai pas eu le choix.

Le 29 novembre 2018, j'ai quitté la Guinée. Ma famille a payé mon trajet pour partir en France. Ils m'ont d'abord payé mon billet d'avion pour le Maroc afin d'assurer ma sécurité. Quand je suis arrivé là-bas, un monsieur m'a récupéré. C'est avec lui que j'ai fait le trajet par la mer jusqu'en Espagne. Malheureusement, ce monsieur n'a pas survécu, il est décédé pendant la traversée. Je suis entré en Espagne le 5 décembre 2018. Je ne pouvais pas rester là-bas parce que je ne comprenais pas la langue, et surtout parce que ma famille voulait que j'aie en France.

Le 10 décembre 2018 je suis entré seul

en France, à Lille. J'étais complètement perdu. J'ai été orienté vers le service de prise en charge des mineurs isolés étrangers.

Depuis mon arrivée en France je dors à la rue. Mais je n'abandonne pas. Tout en étant à la rue, j'ai eu un diplôme d'administration logistique et transport,

ainsi qu'un autre de conduite d'engin. Comme pour l'instant je ne trouve pas de travail, je suis bénévole à l'abej SOLIDARITÉ. J'ai besoin d'aider les autres.

Malgré tout, cette situation est très compliquée pour moi, mais je n'ai pas le choix, car je ne peux pas retourner dans mon pays d'origine.



La Guyane, porte d'entrée périlleuse vers l'Europe pour les migrants

La Guyane française, ce département d'outre-mer coincé entre le Brésil et le Suriname, est devenue un point de passage incontournable pour les migrants d'Afrique et du Moyen-Orient rêvant d'une vie meilleure en Europe. Selon les dernières statistiques de l'Insee, la population étrangère en Guyane a bondi de 41% entre 2013 et 2023, passant de 35 600 à 50 200 personnes, signe de l'ampleur que prend ce phénomène migratoire dans la région.

Par Olaf Wotschke

Le parcours migratoire des Africains et des Moyen-Orientaux vers l'Europe n'emprunte pas uniquement les trajets bien connus passant par la mer Méditerranée, qui ont fait de celle-ci un gigantesque cimetière marin. Ainsi, pour les Syriens fuyant la guerre civile et les répressions tant de l'État de Bachar El Assad que des Islamistes, si le voyage débute généralement par une fuite vers les pays voisins comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie, et se poursuit par un périple à travers l'Afrique, empruntant des routes dangereuses jalonnées de passeurs sans scrupules, de contrôles frontaliers musclés et de conditions climatiques extrêmes, leur route s'oriente parfois plus vers l'Ouest que vers le Nord, où la Libye, la Tunisie, les enclaves de Ceuta et Mellila ne constituent plus le seul horizon de leurs espoirs.

Une fois en Afrique, les migrants syriens traversent plusieurs pays avant de s'embarquer sur un bateau afin d'atteindre le Brésil. Un voyage qui peut durer des mois, voire des années, et les exposer à des risques considérables pour leur santé et leur sécurité.

Dernière ligne droite en Amazonie

Depuis le Brésil, les migrants syriens entament la dernière partie de leur voyage vers la Guyane française, en passant par le Suriname et le Guyana. Une étape particulièrement éprouvante qui implique la traversée de l'immense forêt amazonienne et de zones frontalières peu contrôlées, où sévissent trafiquants et groupes armés. D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en 2019, 10% des migrants arrivant en Guyane étaient originaires d'Afrique, principalement du Nigéria, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, tandis que 5% venaient du Moyen-Orient, essentiellement de Syrie et d'Irak.

"Nous avons du fuir Alep pendant la guerre avec nos enfants, lorsque toute la région a été détruite par les bombardements", raconte Ibrahim, père de famille originaire de Syrie accueilli au sein de l'abej SOLIDARITÉ. Et qui garde toujours le sourire malgré les épreuves endurées. "Nous avons d'abord fui vers le Liban, où nous sommes restés quelques mois dans un camp de réfugiés. L'important était de scolariser nos enfants, mais on ne nous a pas laissé le faire. Alors nous avons décidé de tenter la même chose en Egypte... Pas d'entrée non plus possible dans leur système scolaire. Notre dernière chance restait donc l'Europe et le choix difficile de passer par la Guyane française."*

Les familles se lancent dans une véritable odyssee à travers l'Égypte, le Soudan, le Tchad et le Niger, où ils doivent affronter "la chaleur, la soif et la peur". Le voyage est souvent long et éprouvant, surtout pour les enfants. Après un bref répit au Brésil, la plupart sont dans l'obligation de travailler dur dans des conditions de grande pauvreté pendant des mois pour économiser et enfin poursuivre leur périple en traversant le Suriname et la Guyane française, où ils vivent dans des conditions très précaires. Les enfants peuvent tomber malades à cause de l'insalubrité et du manque d'accès aux soins. Mais un espoir les fait tenir tous : Pouvoir offrir un avenir meilleur et une éducation à leurs enfants en Europe. "Je suis très heureux d'être arrivé en France. C'est une chance incroyable pour mes enfants que de pouvoir aller désormais à l'école, et construire leur avenir. J'ai une grande reconnaissance envers mon pays d'accueil."

Le témoignage d'Ibrahim* illustre les défis spécifiques auxquels sont confrontées les familles migrantes, notamment en ce qui concerne la santé et le bien-être des enfants. En Guyane, les migrants doivent faire face à des conditions de vie précaires dans des camps de fortune, sans accès aux services de base,

ainsi qu'à des barrières linguistiques et culturelles qui entravent leur intégration.

L'Europe dans le viseur

Malgré ces épreuves, certains migrants parviennent à régulariser leur situation et à poursuivre leur route vers l'Europe métropolitaine. L'an dernier, Eurostat a enregistré 525 demandes d'asile déposées par des Africains et 310 par des Moyen-Orientaux arrivés en Europe via la Guyane française.

Cependant, la dernière étape de ce périple, la traversée de l'Océan Atlantique, est extrêmement périlleuse. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), parmi les 950 personnes mortes ou portées disparues en tentant de franchir l'Atlantique en 2022, une proportion significative était originaire d'Afrique et du Moyen-Orient.

Autres points d'entrée en Europe

La Guyane n'est évidemment pas le point d'entrée majeur des migrants en Europe. Selon l'OIM, les principaux pays d'arrivée en 2023 étaient l'Italie (50 022 arrivées, majoritairement des Tunisiens, Égyptiens et Bangladais), l'Espagne (28 565 arrivées, principalement des Algériens et Marocains), la Grèce (10 981 arrivées, essentiellement des Afghans, Syriens et Pakistanaï) et Malte (1 958 arrivées, surtout des Soudanais, Érythréens et Éthiopiens). Au total, l'OIM a dénombré 91 526 arrivées de migrants en Europe par voie maritime, un chiffre en légère baisse par rapport à 2022. Face à cette crise migratoire, les autorités françaises et européennes ont renforcé les contrôles aux frontières, mais ces politiques sécuritaires sont critiquées pour leur manque d'humanité et leur inefficacité à long terme par les ONG qui

plaident pour une approche plus solidaire tenant compte des besoins spécifiques des familles migrantes.

Des solutions urgentes et humaines

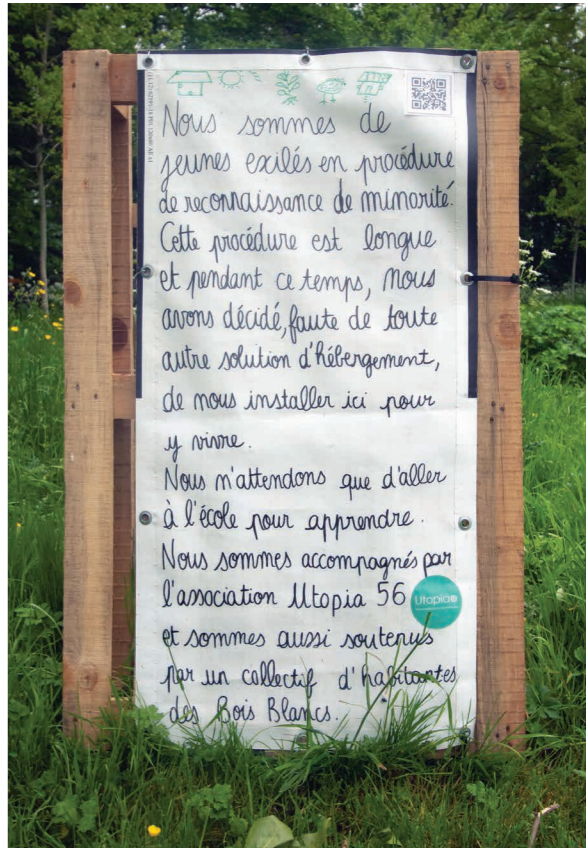
Ce cheminement vers l'Europe transitant par la Guyane française et d'autres points d'entrée est un phénomène complexe qui soulève de nombreux défis humains, politiques et sociaux. Le témoignage d'Ibrahim*, recueilli par l'association abej SOLIDARITÉ, illustre les épreuves endurées par les familles migrantes, en particulier les enfants, tout au long de leur périple, ainsi que leur résilience et leur détermination à trouver un avenir meilleur. Les chiffres témoignent de l'ampleur de ce phénomène et des risques encourus par ces réfugiés. Il est essentiel de trouver des solutions durables et respectueuses des droits humains, en tenant compte des besoins spécifiques de ces populations, notamment du caractère familial avec une présence importante d'enfants. Cela passe par une coopération renforcée entre les pays d'origine, de transit et de destination, ainsi que par une politique d'accueil et d'intégration plus inclusive et solidaire, prenant en compte la diversité des parcours et des cultures des migrants africains et moyen-orientaux, et offrant un soutien adapté aux familles. Cela passe notamment par une politique d'hébergement, de scolarisation et d'accompagnement qui puisse leur permettre d'enfin trouver les conditions de vie dignes et de participer comme ils le souhaitent à la vie de leur pays d'accueil.

L'abej SOLIDARITE est convaincue qu'une politique humaniste de régularisation de ces personnes qui ont déjà vécu tant d'épreuves et de

traumatismes est une partie de la solution au problème de sans-abrisme en France. En leur accordant un statut légal et une autorisation de travailler, le gouvernement pourrait faciliter leur intégration dans la force de travail et la société française, ce qui réduirait leur dépendance à des centres d'hébergement temporaires avec un coût de prise en charge élevé. Cette approche pragmatique, si elle est mise en place, promet un double bénéfice : augmenter les revenus des taxes et impôts payés par ces personnes et diminuer les dépenses en termes d'hébergement.

"Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne."
(Article 3, Déclaration universelle des Droits de l'Homme)

* Le prénom a été changé



L'abej SOLIDARITÉ en quelques mots

Une association à but non lucratif qui lutte chaque jour pour que les personnes à la rue dans la métropole lilloise sortent de l'exclusion.

L'abej SOLIDARITÉ travaille autour de 5 axes :

- **Aller vers** avec des équipes mobiles, une équipe de soins infirmiers à domicile, un service d'accompagnement pour adultes handicapés, une équipe de soins mobiles
- **Accueillir** avec des lieux d'accueil dans la ville, un centre d'accueil et de d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues, une halte de nuit
- **Soigner** avec un foyer d'accueil médicalisé, un centre de santé, des lits halte soins sante et des lits d'accueil médicalisé
- **Loger** avec un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, de pensions de famille, des appartements de coordination thérapeutique, un service d'accompagnement et au logement, une résidence accueil
- **Accompagner vers l'emploi** avec des 5 ateliers chantiers d'insertion dont une blanchisserie et une Ressourcerie.

L'abej SOLIDARITÉ c'est :

- + 2 500 personnes accueillies
- + de 300 salariés
- + 190 bénévoles

Pour en savoir plus, notre site internet : abej-solidarite.fr



L'abej SOLIDARITÉ travaille autour de 5 axes :



Soliguide, le guide numérique au service des personnes en difficulté

Soliguide, développé par l'association Solinum, est un guide solidaire numérique qui recense les lieux et services utiles aux personnes en difficulté : distributions alimentaires, accompagnement social, cours de français...

En quelques clics, Soliguide permet d'orienter une personne, en fonction de sa situation, vers les structures adaptées à ses besoins. Régulièrement mis à jour et traduit en plusieurs langues, Soliguide est aussi disponible sur plusieurs supports (site internet, application mobile, liste imprimable). Le guide permet de centraliser des informations sur un outil simple et ergonomique. Plus de 86 000 services sont déjà référencés sur 33 départements.

Pour trouver un service adapté à sa situation, orienter une personne ou référencer une activité, rendez-vous sur Soliguide.fr.

Pour IOS:



Pour Android :



Fondée en 2014 à Paris et présente à Lille depuis 2017, **La Cloche** agit contre la grande exclusion en changeant le regard porté sur la précarité et en encourageant le faire ensemble entre voisins, en situation précaire ou non.

Via une approche positive et accessible, La Cloche informe, forme et encourage le passage à l'action de chacun-e.

Les projets de l'association naissent d'une collaboration entre habitant-es avec et sans domicile, professionnel-les de terrain, pouvoirs publics, écoles, entreprises et personnes en situation d'exclusion.

Avec notre programme **Le Carillon** (réseau de commerçant-es et lieux solidaires), nos activités (culturelles, sportives, culinaires ...) et événements de lien social, chacun-e peut contribuer, à son échelle, à rendre la société plus inclusive.

Voici le lien qui mène aux différents commerçants du réseau du carillon

<https://www.lacloche.org/hautsdefrance-lille>



Entourage lutte contre la précarité et l'exclusion, depuis 2014, en redonnant des réseaux de soutien à celles et ceux qui n'en ont pas.

L'association estime que l'isolement est la plus grande des pauvretés. Logique : toutes les pauvretés matérielles naissent de l'isolement ! Aujourd'hui en France, près de 7 millions de personnes sont en situation d'isolement. Pour les 2 millions qui sont en situation de précarité et les 330 000 personnes SDF, les chances de s'en sortir sont quasi nulles. Pire encore, ces chiffres ne font qu'augmenter.

La mission d'Entourage est d'inverser cette situation en entourant les per-

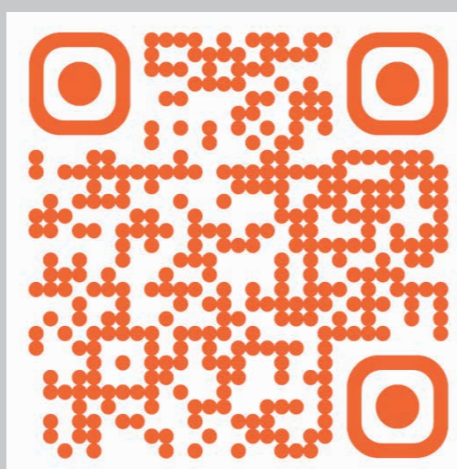
sonnes qui en ont le plus besoin. Pour cela, l'association a créé une application afin de créer du lien entre des citoyens engagés et les personnes en situation d'exclusion et intervient sur trois programmes : Entourage local, Entourage pro et Entourage sport.

"Depuis mon arrivée dans l'association, j'ai créé pas mal de liens avec les gens de mon quartier. Ça fait du bien d'avoir l'occasion de discuter et de retrouver petit à petit le sourire", témoigne André, membre de la communauté et personne ayant vécu à la rue.

Entourage a plusieurs antennes en France, dont une à Lille, où en 2023, 1178 personnes en situation de précarité ont participé à nos événements

: petits-déjeuners solidaires, ateliers cuisines, rencontres nomades, sorties sportives...

Pour télécharger l'application, vous pouvez utiliser ce QR code.



Liste des toilettes publiques à Lille

- Parc Jean-Baptiste Lebas (Bâtiment gris), Lundi au dimanche: 7h30 à 19h Accueil inconditionnel
- Place Nouvelle Aventure (Derrière le Théâtre Sébastopol) Lundi au dimanche: 5h à 23h59 Accueil inconditionnel
- Parc Plaine des Vachers (A côté de l'aire de jeux pour enfants), Lundi au dimanche: ouvert 24/24h Accueil inconditionnel
- Centre Commercial des Tanneurs 80 Rue Pierre Mauroy (A l'intérieur du centre commercial, suivre la signalétique correspondante)

- Lundi au samedi: 10h à 23h Dimanche: 10h à 14h30 Accueil inconditionnel
- République - 3 Place Richebé (En face de Subway), Lundi au dimanche: 5h à 23h59 Accueil inconditionnel
- Place. Rihour (Sur le parking), Lundi au dimanche: ouvert 24/24h Accueil inconditionnel
- Place du Concert (Sur la place, en face du restaurant « Via Corsica »), Lundi au dimanche: 5h à 23h59 Accueil inconditionnel
- Rue Masséna (En face du magasin Picard), Lundi au dimanche: 5h à 23h59 Accueil inconditionnel

L'Écho des Sans-voix

Y'a pas plus fixes que nous *

Directeur de publication : Vincent Morival
Rédacteur en chef : Marc Mounier-Kuhn

Comité de rédaction : Pierrot Bouville, Justine Clastre, Juliette Jaffrot, Fleur Martinho, Fabienne Mayer, Marine Merlevede, Mia Morel, Vincent Morival, Elliot Morlong, Marc Mounier-Kuhn, Alain Pronnier, Aboubacar Sylla, Olaf Wotschke

Comité de lecture : Marine Merlevede, Vincent Morival, Marc Mounier-Kuhn, Pascale Suhr

Photographies couleur : Pierrot Bouville (p.7 et 10), Fleur Martinho (p.5), Vincent Morival (p.8), Elliot Morlong (p.3), Marc Mounier-Kuhn (p. 4 et 9), Alain Pronnier (p.10), Aboubacar Sylla (p.4 et 11)

Photographies noir et blanc, conception graphique & mise en page : Marc Mounier-Kuhn
<http://marcmounierkuhn.fr>

Capsules video : Evans Dorlys

Remerciements : Christophe Robert et Isabelle Fourot de la Fondation Abbé Pierre, Dina Juric, Jean Philippe Vanhoutte, Louise et tout le personnel et les bénévoles de l'abej SOLIDARITÉ, L'ESJ Lille et tout particulièrement Thomas Levivier et Laurence Gaiffé, Alice Rougeule et l'Institut pour la Photographie, Lucas Santerre et Félix Lebel, les Assises internationales du Journalisme de Tours, la Cloche, Entourage, Soliguide, et toutes les personnes à la rue qui ont participé de près ou de loin au projet.

Ce journal est tiré à 1000 exemplaires pour sa première édition.

Page 1 : de gauche à droite et de haut en bas : Moustapha, Henri, Marie-Christine, Didier, Alassane, Frédéric, Saraba, Thérèse, Elvis.

* Lors de la toute première séance d'atelier en octobre 2022, l'un des participants a exprimé son refus du terme "SDF" en expliquant que la situation des personnes à la rue leur impose tout particulièrement une forme de sédentarisation forcée, résumée par la formule "Y'a pas plus fixes que nous". Cette expression a suffisamment marqué l'ensemble des participants pour décider d'en faire le nom du projet.